

CONSTRUIRE UN MONDE DURABLE

LES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BELGE
ENGAGÉES POUR LES OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



TABLE DES MATIÈRES

1 PAS
DE PAUVRETÉ



p. 4

2 FAIM
«ZÉRO»



p. 8

3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



p. 12

4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



p. 16

5 ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES



p. 20

6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT



p. 24

7 ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN COÛT
ABORDABLE



p. 28

8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE



p. 32

9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE



p. 36

10 INÉGALITÉS
RÉDUITES



p. 40

11 VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES



p. 44

12 CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



p. 48

13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



p. 52

14 VIE
AQUATIQUE



p. 56

15 VIE
TERRESTRE



p. 60

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



p. 64

17 PARTENARIATS POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



p. 68

Auteur-e-s
Elsa Malafosse, Raphaël Maldague,
Bruno Nicostrate, Lawrence Pieters

En septembre 2020, nous célébrons le cinquième anniversaire de l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) qui doivent être atteints d'ici 2030. À cette occasion, ACODEV et ses organisations membres souhaitent mettre en lumière la contribution de la société civile à ces objectifs. Cette publication est donc un recueil de 17 articles, un par objectif¹, qui illustre le travail mené par des acteurs de la coopération non-gouvernementale belge et leurs partenaires locaux.

Le but de ce recueil est à la fois d'expliquer des démarches et des projets en rappelant le rôle primordial de la société civile mais il vise aussi à sensibiliser et remobiliser tous les acteurs potentiels qui peuvent jouer un rôle dans l'atteinte des ODD : des états aux citoyens et citoyennes, en passant par le secteur privé, les milieux académiques, etc. Cela semble particulièrement nécessaire au vu du contexte et des résultats actuels.

En effet, cinq ans après l'adoption des ODD, force est de constater que les résultats obtenus sont insuffisants. Chaque année, l'ONU publie un rapport sur les ODD et le rapport 2020 débute avec une introduction sans équivoque : « comme l'ont reconnu les États Membres lors du Sommet sur les Objectifs de développement durable tenu en septembre dernier, les efforts mondiaux déployés jusqu'à présent n'ont pas suffi pour produire les changements dont nous avons besoin, rompant ainsi la promesse du Programme aux générations actuelles et futures. »²

Bien que des avancées aient pu être enregistrées dans une série de domaines, notamment dans la scolarisation des jeunes et l'accès à l'eau potable, d'autres domaines d'actions régressent. En effet, malgré les efforts, l'insécurité alimentaire et les inégalités ont par exemple augmenté. Ce constat était déjà formulé dès 2019, avant même que le monde ne soit secoué par la pandémie de la COVID-19. On sait aujourd'hui que cette pandémie a particulièrement touché les populations les plus vulnérables et creusé les inégalités dans les pays du Nord comme du Sud. C'est donc un rappel pour que tous les acteurs tant publics que privés investissent dans le développement durable car comme bien souvent, c'est principalement le manque de financements qui nous empêche d'atteindre les objectifs fixés. Ainsi, pour les dix ans à venir et d'ici 2030, on estime qu'il faudrait 4.800 milliards de dollars

supplémentaires aux montants prévus pour atteindre les ODD³. Pourtant ce ne sont pas les sources de financements qui manquent. À titre d'exemple, cela fait désormais 50 ans que les états les plus riches se sont engagés à dédier 0,7% de leur revenu national brut pour la coopération au développement. Cela reste aujourd'hui une promesse globalement non tenue hormis par quelques pays européens dont la Belgique ne fait malheureusement pas encore partie. Les dirigeants mondiaux ont pourtant conscience de ces enjeux car lors de leur sommet de septembre 2019, ils se sont engagés à faire de la prochaine décennie une Décennie d'action et de résultats en faveur du développement durable.

La société civile devra également jouer son rôle en continuant à rappeler nos dirigeants à leurs engagements tout en apportant sa propre contribution aux ODD. N'oublions jamais que « les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle déterminant dans la possibilité pour les personnes de faire valoir leurs droits, dans la promotion des approches fondées sur les droits, dans la définition des politiques de développement et de partenariats, et dans leur mise en œuvre. »⁴. Il nous semble aujourd'hui primordial de valoriser ce rôle en particulier dans une période où l'espace de la société civile a tendance à se réduire dans de nombreux pays.

Enfin, rappelons surtout que chaque jour des citoyens, des citoyennes et des acteurs publics ou privés du monde entier se mobilisent pour construire un monde durable et solutionner ensemble les défis liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Ce recueil a donc pour ambition de les mettre à l'honneur et de porter un message d'espoir. Les initiatives rapportées dans ce recueil représentent des sources d'inspiration et démontrent qu'à travers des partenariats égaux et respectueux, des projets formidables peuvent voir le jour et contribuer à l'atteinte des ODD que ce soit dans les pays du Sud ou ici en Belgique.

¹ Les articles ont été publiés entre septembre 2020 et avril 2021 sur le site internet d'ACODEV et de Youmunity. Ce recueil complet est disponible en version électronique sur www.acodev.be / ² Rapport sur les objectifs de développement durable 2020, Avant-propos, p. 4 / ³ UN Sustainable Development Solutions Network, SDG Costing & Financing for low-income developing countries, septembre 2019 / ⁴ Déclaration de Busan sur l'efficacité du développement, 2011



© SOS Villages d'enfants



© WSM



© SOS Villages d'enfants

1

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE



COMBATTRE LA PAUVRETÉ PAR LA PROTECTION SOCIALE ET LE SOUTIEN AUX FAMILLES

ORGANISATIONS

SOS Villages d'Enfants, WSM

PAYS

Burundi, Népal,
République Démocratique du Congo

PLUS D'INFOS

sos-villages-enfants.be, wsm.be

Le 25 septembre 2015, les 17 Objectifs de développement durable ont été adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU dans le cadre de l'Agenda 2030. Les ODD constituent un appel à l'action de tous les pays à lutter contre la pauvreté et remettre la planète sur la voie de la durabilité.

Ce combat pour un développement juste et durable, les Organisations de la société civile (OSC) belges actives dans la coopération au développement en sont le fer de lance. Éducation, santé, alimentation, droits du travail, protection sociale, lutte contre le changement climatique... Travaillant aux côtés de leurs partenaires sur tous les continents, les OSC mettent en œuvre une multitude de projets innovants, collaboratifs et à long terme qui bénéficient à des milliers de personnes au niveau local et plaident pour la réalisation de ces objectifs au niveau mondial. En voici deux exemples concrets en rapport avec l'ODD 1.

« LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET SES INSTITUTIONS RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DU RÔLE DE LA PROTECTION SOCIALE POUR RÉALISER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF. »

LA PROTECTION SOCIALE COMME REMPART CONTRE LA PAUVRETÉ AU NÉPAL

En 2017, le Népal a adopté une loi sur la protection sociale universelle, après des années de pression des syndicats. L'OSC belge **WSM**, liée au Mouvement ouvrier chrétien, accompagne depuis longtemps ce combat. Elle œuvre à renforcer des mouvements sociaux sur plusieurs continents et les rassemble sous forme de réseaux, afin que les générations actuelles et futures puissent bénéficier du droit universel à une vie digne et à une protection sociale. « Nous travaillons en Asie au sein du *Asia Network on the Right to Social Protection* », raconte Bruno Deceukelier, Coordinateur Asie pour l'organisation. « Notre spécificité est notre approche multi-acteurs : nous rassemblons syndicats, mutuelles et autres partenaires de la société civile au sein de réseaux locaux, nationaux et internationaux. Ces réseaux constituent un levier primordial pour peser plus fortement sur l'agenda politique ».

C'est notamment en raison de cette spécificité que WSM a été mandaté pour appuyer l'implémentation et la promotion de cette nouvelle loi, au sein d'un projet pilote avec l'UNICEF et l'Organisation internationale du travail (OIT). « La communauté internationale et ses institutions reconnaissent l'importance du rôle de la protection sociale pour réaliser un développement durable et inclusif. Il suffit de regarder l'Agenda 2030 dans lequel la protection sociale se retrouve dans pas moins de cinq objectifs de développement durable ». Au Népal, la loi prévoit de mettre en œuvre les 4 socles de la protection sociale : les allocations familiales, l'accès aux soins de santé, la sécurité de revenus pour la population active, et les pensions. « Ces 4 socles correspondent au cycle de vie de tout individu : enfance, vie active, vieillesse. En ce sens, on voit que la protection sociale est un rempart contre la pauvreté durant toute une vie, pour toutes les générations ».

Alors que l'UNICEF et l'OIT se concentrent principalement sur le travail avec le gouvernement et le secteur formel, WSM agit directement au niveau local, en partenariat avec les deux syndicats népalais, GEFONT et NTUC, et la société civile. « Le vote de la loi est bien sûr une étape décisive, mais ensuite, il reste encore beaucoup à faire sur le terrain », explique Bruno Deceukelier. « Il faut promouvoir le projet au niveau local, trouver des adhérent·e·s, toucher le secteur informel qui est très important au Népal. Chaque secteur a aussi ses problématiques et il faut souvent trouver une solution par secteur. »

Pour WSM, il est essentiel que la sécurité sociale s'applique aux couches les plus vulnérables de la population. « Tous nos projets ont une composante genre très importante. Nous insistons beaucoup sur le droit des femmes, des enfants, mais aussi des travailleuses du secteur informel et des travailleuses migrant·e·s ». Environ un tiers de l'économie népalaise dépend en effet de ses expatrié·e·s, dont beaucoup vont tenter leur chance en Malaisie ou dans les pays du Golfe. De nombreux ouvriers népalais ont par exemple participé à la construction de stades pour la prochaine coupe du monde de football au Qatar, dans des conditions très difficiles mises en évidence par de nombreux médias. « Dans les pays – comme le Qatar – où les syndicats sont interdits, nous essayons de créer une antenne du syndicat népalais. Notre projet vise ainsi à être inclusif, universel et durable, et en ce sens, il répond parfaitement aux objectifs de l'Agenda 2030 ».

<https://www.wsm.be/notre-reseau/nos-organisations-partenaires/nepal-1.html>



**« L'OBJECTIF DE SANGO EST
QUE LES FAMILLES
DEVIENNENT AUTONOMES
AU NIVEAU ÉCONOMIQUE,
ET SOIENT CAPABLES DE RÉPONDRE
À LEURS BESOINS FONDAMENTAUX
ET CEUX DE LEURS ENFANTS. »**

SANGO, ACCOMPAGNER LES FAMILLES POUR DONNER UN AVENIR AUX ENFANTS

L'attention aux plus vulnérables de la société est au cœur de l'Agenda 2030 et du projet Sango de **SOS Villages d'Enfants**. Parce qu'ils comptent parmi les groupes les plus vulnérables, et parce qu'ils représentent l'avenir, les enfants sont une cible privilégiée des ODD qui visent à leur léguer une planète juste et durable. Sango (« changement » en espéranto) vise à améliorer les conditions de vie de milliers d'enfants en République Démocratique du Congo et au Burundi à travers un accompagnement familial et un soutien à la communauté.

« Dans un premier temps, nous faisons appel à la communauté pour identifier les enfants et les familles les plus en danger de pauvreté », explique Joan Audierne, Directrice des programmes de l'organisation. « Nous accompagnons ensuite ces familles de manière individuelle et adaptée à chaque situation ». C'est en effet quand leurs parents ont des difficultés ou manquent de moyens pour prendre soin de leurs enfants que le risque de pauvreté et d'exclusion est le plus grand.

L'objectif principal de Sango est que les familles deviennent autonomes au niveau économique, et soient capables de répondre à leurs besoins fondamentaux et ceux de leurs enfants, notamment en matière d'accès à la santé, à l'alimentation, à un logement décent et à l'éducation. « Pour lutter contre la pauvreté des enfants de manière durable, nous appliquons une approche holistique : renforcement économique, formation, soutien en matière de protection sociale,

sensibilisation aux Droits de l'enfant, prévention de la séparation familiale... Et cela, au niveau des enfants, de la famille, de la communauté, et même au niveau global à travers nos actions de plaidoyer ». En Belgique, par exemple, SOS Villages d'Enfants travaille en collaboration avec d'autres acteurs au sein de la **Plateforme pour les Droits de l'enfant dans la coopération au développement**. « Nous utilisons les ODD comme cadre de référence et en proposons une relecture sous la perspective des Droits de l'enfant. Notre objectif est d'assurer l'intégration de ces droits dans les politiques belges de coopération au développement et dans leur mise en œuvre ».

Le renforcement économique de la communauté est une composante importante du projet. Sango appuie le développement d'associations villageoises ou communautaires d'épargne et de crédit. « En général, ces associations regroupent entre 20 et 30 familles qui vont y placer leur épargne ». Cette caisse donne non seulement accès à des micro-crédits à taux très bas, mais elle crée aussi un système de solidarité entre les membres : « chaque caisse comprend un fonds de solidarité qui est utilisé pour répondre aux besoins des familles les plus vulnérables ». Pour Joan Audierne, « c'est un système simple et efficace qui peut être déployé dans différents projets et situations. D'ailleurs, on voit que ce modèle est adopté de manière autonome dans d'autres communautés ».

<https://www.sos-villages-enfants.be/projets/sango-des-enfants-forts-pour-changer-le-monde>



© Autre Terre



© Elisa Vandekerckhove



© Autre Terre



© Autre Terre

2

ÉLIMINER LA FAIM, ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AMÉLIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE



L'AGROÉCOLOGIE POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

ORGANISATIONS

Autre Terre, Iles de Paix, SOS Faim

PAYS

Pérou

PLUS D'INFOS

autreterre.org, ilesdepaix.org, sosfaim.be

Selon le dernier rapport de l'agence des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) sur «L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde»¹, paru cette année, la faim et la malnutrition sont en augmentation depuis cinq ans, alors que la tendance était à la baisse depuis le début des années 2000. Lors de l'adoption des Objectifs de développement durables (ODD) en 2015, les gouvernements du monde entier s'étaient engagés à éradiquer la faim pour 2030. Aujourd'hui 690 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde et 2 milliards souffrent de malnutrition. La pandémie de Covid-19 pourrait également, selon certaines estimations, accroître le nombre d'individus souffrant de la faim jusqu'à 132 millions.

Ce deuxième ODD ne prévoit pas seulement l'éradication de la faim mais aussi celle de l'insécurité alimentaire. Cette dernière se caractérise de plus en plus par de la dénutrition, des carences en micronutriments, du surpoids et de l'obésité. Les raisons sont multiples, la principale étant le manque d'accès à une alimentation suffisamment diversifiée et de qualité. Ceci est dû à la spécialisation des cultures agricoles des économies nationales, aux diverses pollutions, à l'agro-industrie amenuisant la qualité des aliments produits et à l'effondrement de la biodiversité. Enfin l'augmentation des inégalités socio-économiques, la perte des savoirs et pratiques agricoles anciennes, l'exode rural et l'absence de soutien des pouvoirs publics sont également des facteurs de dérèglement du système alimentaire.

« L'AUGMENTATION DES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES, LA PERTE DES SAVOIRS ET PRATIQUES AGRICOLES ANCIENNES, L'EXODE RURAL ET L'ABSENCE DE SOUTIEN DES POUVOIRS PUBLICS SONT DES FACTEURS DE DÉRÈGLEMENT DU SYSTÈME ALIMENTAIRE. »

Prenons l'exemple du Pérou. Ce pays, depuis peu considéré comme ayant une économie émergente, fait en réalité face à une augmentation du nombre de personnes qui ont des difficultés à s'alimenter quotidiennement. Aujourd'hui, près de 7% de la population est sous-alimentée. Un taux qui avait pourtant été divisé par deux en vingt ans. Les phénomènes de malnutrition sont également préoccupants avec entre autres 19% de la population qui présente des problèmes d'obésité et 12% des enfants de moins de trois ans qui souffrent d'anémie.

Afin d'enrayer cette dynamique et de mettre fin à l'insécurité alimentaire, trois Organisations de la société civile (OSC), **SOS Faim**, **Iles de Paix** et **Autre Terre**, qui travaillent au Pérou depuis plusieurs années, ont décidé en 2017 de joindre leurs efforts, expertises et ressources. Ces trois OSC sont actives dans trois zones particulièrement affectées, les régions de Huánuco, de Cusco et de Ayacucho. Elles travaillent avec des partenaires locaux (des coopératives, des organisations de producteurs-trices ou des ONG locales) tels que Diaconia, Arariwa et Frutos del Ande. Ensemble, ils organisent des actions et des formations sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire afin d'améliorer les filières productives (depuis les cultures jusqu'à la vente en passant par la collecte, le stockage et la transformation) et les revenus des familles paysannes (pour un meilleur accès à l'alimentation), de stabiliser les approvisionnements et de diversifier la consommation alimentaire.

C'est ainsi que dans la région de Huánuco, l'OSC Belge **Iles de Paix** et les ONG Péruviennes DIACONIA et IDMA soutiennent les familles de producteurs-trices de la commune d'Umari dans un processus de transition agroécologique. Ce processus a amené ces familles à abandonner la monoculture de la pomme de terre pour diversifier leur production de céréales et de légumes. La fertilité des sols est désormais gérée sur base de fertilisants naturels (composts, bios, micro-organismes) et la lutte contre les attaques des plantes s'opère avec des bio-pesticides (préparations naturelles à base de plantes telles que le piment et le tabac). Grâce à la diversification de leur production et la diminution de leur dépendance aux intrants chimiques, les familles soutenues par le programme sont aujourd'hui beaucoup plus résilientes. On constate une amélioration notable de l'alimentation et de la santé des enfants. Par ailleurs, la communauté s'est organisée autour de la coopérative AGRECU qui au travers d'un accord avec la commune livre ses produits aux cantines scolaires d'Umari et commercialise une partie de la production sur le marché de la ville de Huánuco. Cela génère pour l'ensemble des membres des revenus complémentaires ce qui renforce d'avantage leur sécurité alimentaire.

www.ilesdepaix.org/les-projets/zone-daction/perou

Dans la région de Cusco, l'OSC Belge **SOS Faim** soutient l'ONG Péruvienne ARARIWA dans la création d'une instance interinstitutionnelle, regroupant les gouvernements locaux, les organisations de producteurs-trices et d'autres organisations de la société civile et les coopératives de producteurs-trices afin de planifier et prioriser les actions à mener en matière de sécurité alimentaire et développement rural, et mettre en place des politiques publiques locales favorables.



Des initiatives avec une approche agroécologique se sont ainsi développées telles que des potagers biologiques, de l'élevage de petits animaux, des systèmes de collecte d'eau, etc. bénéficiant particulièrement aux femmes. Des dynamiques commerciales comme les marchés communautaires, marchés mobiles, ventes sur commande ou encore la réactivation de pratiques ancestrales comme le troc facilitent également l'accès à ces produits par les populations locales tout en permettant aux familles de producteurs d'améliorer leurs revenus. Ces actions bénéficient aujourd'hui à environ 1 200 familles. Parallèlement, ARARIWA dispose d'une radio communautaire qui diffuse des messages pour informer et sensibiliser les populations locales sur la situation sanitaire, la préparation de la prochaine campagne agricole ou encore sur le fonds national de relance de l'agriculture familiale récemment promulgué par l'État en réponse à la crise du COVID.

<https://www.sosfaim.be/country/perou/>

Du côté d'Ayacucho, région montagneuse aux terrains fort pauvres, les eaux sont régulièrement polluées et les cultures perturbées par les changements climatiques. Cela crée une irrégularité de production et un stress alimentaire. L'OSC Belge **Autre Terre** et la coopérative locale Frutos del Ande travaillent avec 465 familles paysannes afin d'augmenter les productions de manière écologique ainsi que les accompagner dans la transformation et la vente de leurs produits. Un système participatif de garantie a également été créé pour certifier collectivement les cultures avec un label bio. Aujourd'hui la coopérative compte plusieurs filières de productions au sein desquelles elle représente et accompagne les petits producteurs-trices.

<https://www.autreterre.org/projet/cultures-de-rentes-selon-principes-agroecologiques/>

« GRÂCE À LA DIVERSIFICATION DE LEUR PRODUCTION ET LA DIMINUTION DE LEUR DÉPENDANCE AUX INTRANTS CHIMIQUES, LES FAMILLES SOUTENUES PAR LE PROGRAMME SONT AUJOURD'HUI BEAUCOUP PLUS RÉSILIENTES. »

SONIA, TÉMOIN DES EFFETS POSITIFS DE CETTE COOPÉRATION

Présidente du comité de producteurs-trices de la communauté de Pamparque (membre de la coopérative Frutos del Ande)

« Je vois beaucoup d'amélioration ici dans notre village tant pour nous que pour nos enfants. Cela nous permet de répondre aux besoins de la maison. On peut acheter de nouveaux vêtements et des livres pour nos enfants. On est aussi en train de s'ouvrir à l'élevage. J'ai monté des clapiers pour pouvoir y faire de l'élevage de petits animaux. Nous en vendons et nous pouvons également en consommer. Les enfants, maintenant, sont de plus en plus éduqués. Avant, après l'école, ils arrêtaient d'étudier. Mais maintenant, on est en train de réfléchir à leur faire faire des études supérieures, par exemple à l'université. Ce projet est vraiment quelque chose de bien pour nous, notre village, nos parcelles de cultures, etc. Les améliorations qui ont été faites sont en train de donner des résultats. Nous avons de plus en plus de possibilités. »

La transition vers des modes de productions agroécologiques et les actions menées en parallèle pour valoriser et pérenniser ces systèmes alimentaires durables permettent aux familles d'améliorer leur sécurité alimentaire et de renforcer ainsi leur résilience face aux crises. L'alimentation est un besoin primaire, c'est-à-dire vital pour le bon développement physique, psychique et intellectuel de chacun et chacune. Combattre la faim est primordial pour casser la spirale de la pauvreté.

¹ <http://www.fao.org/3/ca9692en/CA9692EN.pdf>



3

**PERMETTRE
À TOUS DE VIVRE
EN BONNE SANTÉ
ET PROMOUVOIR
LE BIEN-ÊTRE
DE TOUS À TOUT ÂGE**



AMÉLIORER L'ACCÈS À LA SANTÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES AU CONGO

ORGANISATION

Handicap International Belgique

PAYS

République Démocratique du Congo

PLUS D'INFOS

handicapinternational.be

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent avec un handicap. 15% des personnes les plus pauvres souffrent d'incapacité. Or les personnes handicapées sont notamment plus exposées aux risques de violence, aux abus de tous types, à la pauvreté et à l'exclusion; elles sont aussi plus susceptibles d'être en mauvaise santé que les personnes valides. Discrimination, manque d'information, des professionnel-le-s de la santé pas assez formé-e-s à une prise en charge adaptée, difficultés d'accès ou encore un manque de moyens financiers... voilà des exemples de barrière à l'accès aux soins de santé auxquelles ces personnes se voient souvent confrontées.

**« AU CŒUR DE LA MISSION
DE L'ORGANISATION, SENSIBILISER
SUR LE HANDICAP, IDENTIFIER
LES PERSONNES TOUCHÉES,
LES SOIGNER ET LEUR DONNER
UNE PLACE À PART ENTIÈRE
DANS LA SOCIÉTÉ. »**

Certains ODD font explicitement référence aux personnes handicapées, notamment l'ODD 1 – éradication de la pauvreté, l'ODD 4 – accès à une éducation de qualité ou l'ODD 8 – accès à des emplois décents. Cependant, l'accès non discriminant à des traitements de qualité reste un préalable pour qu'une personne handicapée puisse exercer pleinement ses droits à une éducation ou à un emploi.

Ces ODD guident la stratégie de **Handicap International Belgique** en République Démocratique du Congo, une stratégie qui s'articule autour de trois axes : prévention, soins et réinsertion. Au cœur de la mission de l'organisation, sensibiliser sur le handicap, identifier les personnes touchées, les soigner et leur donner une place à part entière dans la société.

À Kinshasa, des équipes mobiles composées de personnel local de Handicap International se déplacent plusieurs fois par semaine dans le quartier de Selembao, l'un des quartiers les plus défavorisés de la métropole congolaise. Ils y assurent le suivi des traitements des personnes souffrant d'incapacité. Mais un autre aspect important du travail de ces agents communautaires est l'identification de nouveaux cas potentiels. « Il s'agit pour beaucoup d'enfants qui vivent isolés, cachés par leur famille pour laquelle leur handicap est une honte. Dans le seul quartier de Selembao, nos équipes peuvent trouver jusqu'à 15 nouveaux cas par jour ! », explique Antoine Sépulchre, responsable communication de l'organisation. Dans

la seule ville de Kinshasa, on estime que 300 000 enfants vivent avec un handicap. À travers la participation à des comités de quartier, le bouche à oreille, et en gagnant la confiance des habitant·e·s, les équipes mobiles incitent les familles à parler d'un handicap qui se cacherait peut-être en leur sein. « La sensibilisation est un aspect important de notre travail à Kinshasa. Il s'agit d'améliorer l'image de la personne en incapacité » continue Antoine Sépulchre. « Cela se traduit aussi par des actions de sensibilisation à la sécurité routière, par exemple, mais également par un plaidoyer constant auprès du gouvernement congolais pour améliorer les infrastructures de soins et la place de la personne handicapée dans la société ».

Implanté au cœur du quartier de Selembao, l'hôpital de Makala est un bon exemple des résultats de ce plaidoyer. Jusqu'en 2019, cet hôpital ne proposait aucun service de réadaptation pour les personnes en incapacité. Dans ce pays touché par la violence, la précarité et les maladies, et alors que le Covid-19 menace un système de santé déjà fragile, il ne s'agissait simplement pas d'une priorité de politique nationale. Aujourd'hui, le soutien de Handicap International a permis de créer et d'équiper un service de kinésithérapie flambant neuf. Leurs équipes, entièrement composées de personnel local, y soignent, forment des professionnel·le·s de la réadaptation, mettent en place des ateliers orthopédiques... Le service accueille aujourd'hui plusieurs dizaines de patient·e·s chaque jour.



**« AU PLUS TÔT ON IDENTIFIE LE HANDICAP,
AU PLUS TÔT ON PEUT INTERVENIR,
ET CELA AUGMENTE CONSIDÉRABLEMENT
LES CHANCES DES ENFANTS
DE SE DÉVELOPPER
ET DE VIVRE UNE VIE NORMALE. »**

À quelques kilomètres de là, à l'hôpital Bemba, le travail de Handicap International se concentre sur la formation du personnel hospitalier à la prévention et la détection de handicap à la naissance. Ces activités ont permis de passer de 5 décès maternels par mois à 1 décès maternel par mois en moyenne. En même temps, elles permettent la prise en charge des patient-e-s dès le plus jeune âge. Pour Antoine Sépulchre, «au plus tôt on identifie le handicap, au plus tôt on peut intervenir, et cela augmente considérablement les chances des enfants de se développer et de vivre une vie normale».

Une vie normale qui passe, pour les enfants, par la scolarisation. Avec le soutien de Handicap International, plusieurs écoles de Kinshasa ont été adaptées afin de rendre possible l'accueil d'enfants handicapés, avec des résultats encourageants. Ces écoles deviennent à leur tour des lieux de sensibilisation : «des élèves viennent trouver les membres du personnel pour leur parler de leur sœur ou de leur frère en situation de handicap et nous demande de les aider».

En améliorant l'accès aux soins des personnes en incapacité, en particulier les enfants, Handicap International contribue à améliorer leurs conditions de vie, mais aussi à changer les mentalités et l'image de la personne handicapée en République Démocratique du Congo.

[https://www.handicapinternational.be/
fr/pays/republique-democratique-du-congo](https://www.handicapinternational.be/fr/pays/republique-democratique-du-congo)



4

**ASSURER L'ACCÈS
DE TOUS À UNE
ÉDUCATION DE QUALITÉ,
SUR UN PIED D'ÉGALITÉ,
ET PROMOUVOIR
LES POSSIBILITÉS
D'APPRENTISSAGE
TOUT AU LONG
DE LA VIE**



**RÉDUIRE LES INÉGALITÉS
PAR L'ÉDUCATION AU BÉNIN**

ORGANISATION

VIA Don Bosco

PAYS

Bénin

PLUS D'INFOS

viadonbosco.org

Plus de 260 millions d'enfants et d'adolescent·e·s n'étaient pas scolarisés en 2018, un chiffre que vise à réduire l'ODD 4 focalisé sur l'accès à l'éducation. Même si des progrès majeurs ont marqué la décennie avec un meilleur taux de scolarisation, la poursuite de l'ODD 4 reste centrale. Pour Aurélie Vanossel, gestionnaire de programme au Bénin pour l'OSC VIA Don Bosco, «l'éducation est vraiment transformatrice, il y a vraiment un effet démultiplicateur pour beaucoup d'aspects du développement durable. Investir dans l'éducation, la jeunesse, c'est investir sur l'avenir: notamment au Bénin qui compte une population très jeune (43% de la population a moins de 15 ans). Cela représente également une manne importante d'acteurs pour transformer le pays bien que c'est aussi un défi d'offrir une formation de qualité à tous et toutes!»

« L'ÉDUCATION RESTE UN PILIER ESSENTIEL DE LA MOBILITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE ET CONSTITUE UN MOYEN D'ÉCHAPPER À LA PAUVRETÉ : DES BANCS DE L'ÉCOLE À LA MAÎTRISE D'UN MÉTIER ET À L'EMPLOI, LES JEUNES PASSENT PAR DE NOMBREUSES ÉTAPES QUI IMPLIQUENT DIVERS ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ. »

LE SOUTIEN À L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES JEUNES AU BÉNIN

En 2019, le projet de coopération internationale de VIA Don Bosco touchait 72 écoles d'enseignement professionnel à travers le monde, 13 agences nationales pour l'emploi, 22 630 élèves, dont 44% de filles et 732 enseignants qui ont bénéficié d'une formation. Le projet au Bénin permet de bien illustrer l'ODD 4 par des actions concrètes : « Au Bénin, nous travaillons avec 3 écoles techniques et professionnelles, 1 bureau d'emploi et 1310 élèves ont été accompagnés en 2019 ». VIA Don Bosco, avec ses partenaires, **Protos**, **APEFE** et la **Croix Rouge de Belgique** et béninoise, soutient l'accès des garçons et des filles à l'enseignement professionnel pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires et s'intégrer socialement et professionnellement dans la société.

« Avec chacune de ces écoles », explique Aurélie, « il y avait déjà un trajet de renforcement de la qualité de l'éducation, il y a également un renforcement de l'école, par rapport à sa gestion, son autonomie avec un travail important sur le principe de durabilité, sociale, technique mais aussi financière. Et pour nous, les écoles-entreprises fonctionnent comme un moyen pour apprendre aux jeunes, d'un côté ce qu'est le monde du travail, ça leur donne une première expérience mais aussi pour améliorer la gestion, la durabilité financière. »

Ce projet donne aux entreprises une véritable vitrine avec un volet production et vente. Aurélie poursuit par un exemple dans une école du centre du Bénin à Parakou : « ils ont une menuiserie dans laquelle ils développent des compétences techniques, professionnelles, et aussi ce qu'on appelle les *life skills*. Pour nous, cela illustre bien l'ODD 4 évidemment, qui concerne non seulement la qualité de l'enseignement mais aussi le lien avec l'insertion professionnelle. »

UN TRAJET D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES : DE LA FORMATION À L'EMPLOI

L'éducation reste en effet un pilier essentiel de la mobilité socio-économique et constitue un moyen d'échapper à la pauvreté : des bancs de l'école à la maîtrise d'un métier et à l'emploi, les jeunes passent par de nombreuses étapes qui impliquent divers acteurs de la société. « Un trajet dans une de ces écoles entreprises permet, au niveau du changement, d'avoir une bonne fondation avec une bonne qualité d'enseignement de base, puis une bonne gestion scolaire, et enfin, le lien avec les entreprises ». VIA Don Bosco travaille en trinôme avec les écoles, les bureaux d'emploi pour développer les réseaux, en favorisant « le renforcement des capacités » et en incluant « également les familles, les parents dans le processus de changement, toute la communauté éducative : les associations de parents, d'anciens élèves, etc. ».

Pendant et après leur formation, les jeunes sont guidés vers le monde du travail, notamment via les bureaux d'emploi. Ils apprennent aussi à se familiariser avec les principes de base de l'entrepreneuriat, notamment pour travailler en tant qu'indépendants après leur formation. « En terme d'impacts », ajoute Aurélie, « nous constatons une bonne évolution de l'insertion des jeunes, avec une augmentation du nombre de jeunes qui ont effectivement trouvé un travail dans l'année de leur sortie de formation. Nous veillons aussi à la qualité des stages, des relations avec les employeurs et puis la qualité de l'enseignement en général. ».



**« L'ÉDUCATION EST VRAIMENT TRANSFORMATRICE
AVEC UN EFFET DÉMULTIPLICATEUR EN TERME D'ATTEINTE DES ODD :
ICI NOUS TRAVAILLONS EN MÊME TEMPS SUR L'ÉDUCATION,
LE TRAVAIL DÉCENT ET LE GENRE :
CES ODD SONT VRAIMENT INTERCONNECTÉS. »**

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR L'ÉDUCATION : NO ONE LEFT BEHIND !

Quatrième axe de travail, le volet genre du projet se focalise sur l'équité du genre, avec la sensibilisation de la communauté éducative. «Par exemple, nous montrons qu'une fille peut faire de la mécanique, de la soudure, de la menuiserie, chauffeuse de camion etc. Ce sont des changements de mentalités, mais qui restent compliqués, comme chez nous en Belgique aussi ! ». Avec cette attention particulière à la scolarisation des filles, ce projet s'attaque aussi aux préjugés sur les filières professionnelles : «Quand on prend le chiffre de la proportion de filles dans ces écoles, 8%, on peut avoir l'impression que ce n'est pas beaucoup. Mais il faut savoir que ces écoles techniques et professionnelles forment à des métiers dits «d'homme», des filières très orientées «masculines» à la base. Donc ces 8% de filles représentent déjà un bon résultat».

Dans ce projet au Bénin, ce sont plusieurs objectifs de développement durables qui se croisent pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes «selon le principe des ODD : *Leaving no one behind!*» ajoute Aurélie. «Pour nous l'éducation est vraiment transformatrice avec un effet démultiplicateur en terme d'atteinte des ODD : ici nous travaillons en même

temps sur l'éducation, le travail décent et le genre : ces ODD sont vraiment interconnectés». Par exemple, dans le projet au Bénin, l'accent a été mis tout particulièrement sur l'accès à une formation de qualité menant à un emploi de qualité : «À partir d'enquêtes avec les jeunes, nous avons identifié 3 critères, puis nous avons mesuré ces critères : ainsi ils peuvent savoir ce qu'est un travail décent, d'une toute petite couverture sociale jusqu'au contrat écrit pour le jeune, un minimum stable, un emploi en adéquation avec leur formation. Et les bureaux d'emploi restent en contact avec les jeunes même après leur sortie de l'école, pour suivre leur parcours.»

L'éducation apparaît comme un moyen indispensable pour atteindre d'autres objectifs de développement. Grâce à l'accès à un enseignement de qualité, les jeunes peuvent s'insérer professionnellement, accéder au marché du travail et rompre avec la pauvreté. L'ODD 4, dans ses interconnexions avec les autres objectifs, est un pilier essentiel à la réduction de la pauvreté, tout en participant à la construction de sociétés plus égalitaires et pacifiques.



5

PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES



SORTIR DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE AU MAROC

ORGANISATION

RCN Justice & Démocratie

PAYS

Maroc

PLUS D'INFOS

rcn-ong.be

Ce 5^e objectif de développement se concentre sur le droit fondamental de la personne, le principe de l'égalité des sexes étant nécessaire à la construction d'une société pacifique et durable. Malgré les progrès engrangés dans ce domaine, de nombreux défis restent à être relevés : changer les lois discriminatoires, améliorer la représentation des femmes en politique, lutter contre les violences basées sur le genre, voici quelques exemples des chantiers à l'horizon 2030. Un ODD que le programme Tamallouk a pris à bras le corps en se focalisant sur une cible bien précise : éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles.

« UN NOMBRE CROISSANT DE FEMMES SE RENDENT DANS LES CENTRES D'ÉCOUTE POUR ÊTRE ACCOMPAGNÉES : ELLES OSENT BRISER LE SILENCE SUR LA VIOLENCE. »

Le programme Tamallouk, mené par **RCN Justice & Démocratie** et son partenaire Ain Ghazal, vise à changer les attitudes sociales et judiciaires face aux violences basées (VBG) sur le genre dans la Région de l'Oriental du Maroc. « Suite à notre expérience avec les femmes dans la région – une région très conservatrice », confie Hanane Chniouer, coordinatrice du programme, « nous avons constaté que la source de toute violence est la violence économique. Donc pour parvenir à cette égalité, à cette autonomisation des femmes, automatiquement nous devons travailler aussi sur les violences. On ne peut créer un programme d'égalité sans aussi traiter le problème des violences, ni travailler sur l'autonomisation sans changer les attitudes vis-à-vis des femmes que ce soit au niveau social ou judiciaire. Pour qu'une femme puisse être actrice de sa vie et s'autonomiser, elle doit d'abord sortir du cycle de la violence. »

UN PROGRAMME MULTI-ACTEURS POUR ENGAGER TOUTE LA SOCIÉTÉ VERS L'ÉLIMINATION DES VBG

Concrètement, ce sont une multitude d'actions destinées à différents publics qui sont menées avec une approche multifocale, pour induire des changements d'attitudes et de pratiques. « Le programme s'adresse à 4 cibles différentes : les femmes tout d'abord. Puis la population locale, sensibilisée par des campagnes, des ateliers. Sensibiliser le grand public est essentiel. » précise Hanane. « En parallèle, il est très important de travailler avec les acteurs judiciaires et également les médias. »

Pour encourager le rejet des violences et aider les victimes à trouver des réponses auprès des services sociaux et judiciaires, le programme organise des groupes de parole entre femmes, des ateliers de communication non-violente avec les hommes, des campagnes de sensibilisations sur le genre dans les écoles, la formation d'animatrices et d'animateurs, un concours vidéo, etc. « Avec les acteurs sociaux, nous avons mis en place tout un processus d'accompagnement, avec un circuit d'intervention auprès des femmes victimes de violence, avec la mise en place d'un réseau d'écoute, avec la communication non-violente, et la standardisation des outils. D'autre part, avec les acteurs judiciaires, nous organisons des échanges entre magistrats marocains et leurs homologues belges » précise la coordinatrice du programme.

« JE SUIS CONVAINCUE QU'ON NE PEUT PAS RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT LOCAL SANS L'IMPLICATION DES DEUX GENRES, DE CELLES DES HOMMES ET DES FEMMES. ON DOIT VRAIMENT TROUVER TOUTES LES POSSIBILITÉS POUR VIVRE EN PAIX ET CONSTRUIRE NOTRE AVENIR ENSEMBLE SUR UN TERRITOIRE SANS VIOLENCE. »

Hanane Chniouer,
coordinatrice du programme Tamallouk



UNE PREMIÈRE PEINE DE SUIVI PSYCHOLOGIQUE DANS UN JUGEMENT POUR VBG

Un des impacts de ce programme peut s'observer dans le nombre croissant de femmes qui se rendent dans les centres d'écoute pour être accompagnées : «Elles osent briser le silence sur la violence. Les gens commencent vraiment à oser parler, la violence est rejetée et dénoncée» constate Hanane. Le nombre des femmes victimes de violences qui demandent l'orientation juridique auprès des centres d'écoute est passé de 926 femmes en 2018 à 1164 femmes en 2019, soit un taux d'évolution de 25,7%.

Cet accompagnement sur le terrain sert également à élaborer des rapports d'analyse, un autre moyen de partager les constats et préparer un futur plan de plaidoyers auprès des autorités locales. Les médias comme 4^e cible du programme sont également sensibilisés : «Il est aussi important d'impliquer les médias car ils diffusent les représentations des femmes» ajoute Hanane, «il s'agit de les sensibiliser à l'approche égalitaire dans le traitement médiatique des différents phénomènes de violence.»

«Dans l'échange avec des magistrat·e·s belges qui a eu lieu en 2018, nous avons découvert l'approche d'accompagnement des auteurs de violence. Cet échange coïncidait aussi avec l'entrée en vigueur de la loi contre les violences à l'égard des femmes. Un des magistrats marocain a été touché par cette expérience.» nous explique la coordinatrice du programme Tamallouk. «Quand lui-même a traité un dossier de ce type un an plus tard, il a commencé à analyser la loi en profondeur, notamment la disposition sur le traitement psychologique du condamné. Et son jugement va faire jurisprudence, c'est une première pour nous : il a prononcé un suivi psychologique du mari violent.» Depuis l'application de la nouvelle loi de lutte contre les VBG, il s'agit d'une première condamnation dans ce sens avec une mise en application de la loi 103.13 et une procédure de responsabilisation des auteurs de violence. Il s'agit d'une véritable avancée dans la lutte contre les violences basées sur le genre au Maroc, notamment sur le risque de récidive.



6

GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT GÉRÉS DE FAÇON DURABLE



AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE AU RWANDA

ORGANISATION

Croix-Rouge de Belgique

PAYS

Rwanda

PLUS D'INFOS

action-internationale.croix-rouge.be

Quand on pense aux paysages du Rwanda, avec ses collines verdoyantes et ses forêts luxuriantes, il est difficile d'imaginer que de nombreux habitant·e·s connaissent des problèmes d'approvisionnement en eau. C'est pourtant cette géographie particulière qui peut rendre cet accès problématique. Dans les villages isolés des régions montagneuses de l'Ouest du pays, par exemple, il n'est pas rare de devoir couvrir plusieurs kilomètres afin d'atteindre un point d'eau potable situé dans la vallée. L'abondance des pluies favorise également les inondations et les glissements de terrain, compliquant l'installation et le maintien des infrastructures. On estime qu'environ 50% seulement de la population rurale rwandaise bénéficie de l'eau courante.

« LES POINTS D'EAU, ALLIÉS À UNE SENSIBILISATION CONSTANTE SUR LES MESURES D'HYGIÈNE, ONT PERMIS UNE RÉDUCTION SIGNIFICATIVE DES MALADIES D'ORIGINE HYDRIQUE. »

Au niveau mondial, selon [le site de l'ONU consacré aux ODD](#), une personne sur trois ne bénéficie pas d'une eau potable gérée en toute sécurité, deux personnes sur cinq ne disposent pas d'une installation de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon, et plus de 673 millions de personnes pratiquent encore la défécation à l'air libre. Or, comme vient nous le rappeler la pandémie de COVID-19, l'assainissement, l'hygiène et un accès adéquat à l'eau potable revêtent une importance cruciale afin de prévenir et de contrôler les maladies. C'est pourquoi le 6^e Objectif de développement durable veut «garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable».

C'est pour répondre à ce défi sanitaire que la **Croix-Rouge de Belgique**, en partenariat étroit avec la Croix-Rouge rwandaise, met en œuvre un programme de résilience communautaire dans 46 villages répartis dans 5 districts de l'ouest du Rwanda. Le programme se base sur l'approche de «villages modèles» initiée par la Croix-Rouge rwandaise, dans lesquels la communauté est mobilisée autour de ses propres objectifs. Dans un «village modèle», la population, la Croix-Rouge et les autorités locales travaillent ensemble à l'amélioration des conditions d'existence dans des domaines comme la santé, l'eau, l'hygiène, la nutrition, la gestion des risques de catastrophes et l'économie.

Au sein du programme, l'accès à l'eau potable, l'assainissement de l'environnement de vie et l'utilisation de latrines ont rapidement été identifiés comme des priorités. «Lorsque l'on parle de santé, le pilier est l'eau», affirme Issa Sawadogo, Représentant de la Croix-Rouge de Belgique au Rwanda. La première étape est d'acheminer une eau propre vers les villages. «Il faut d'abord aménager la source, en général située dans la vallée», explique Issa, «puis organiser le drainage de l'eau vers les habitations et la rendre disponible sous forme de points d'accès». L'entretien des infrastructures est pris en charge par les comités locaux de la Croix-Rouge. Rode Kruis Vlaanderen a également mis son expertise au service du projet depuis 2017, en aménageant 21 points d'eau et en réalisant deux adductions d'eau de 4,5 km et 13,5 km qui permettent d'acheminer l'eau vers les communautés. Depuis le début du programme en 2014, 18 sources ont été aménagées, et près de 80 points d'eau installés ou réhabilités.

Ces points d'eau, alliés à une sensibilisation constante sur les mesures d'hygiène, ont permis une réduction significative des maladies d'origine hydrique (diarrhée, paludisme, infections respiratoires aiguës) au sein des communautés. «Ces maladies touchent surtout les enfants. Or nous avons constaté une réduction de 68% des cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans», déclare Issa avec une pointe de fierté.



« LORSQUE L'ON PARLE DE SANTÉ, LE PILIER EST L'EAU. »

Une autre mesure essentielle d'hygiène que promeut le programme est l'utilisation de latrines, dont le coût reste prohibitif pour beaucoup. La Croix-Rouge a subventionné la construction de plus de 1300 latrines pour les membres les plus vulnérables des communautés, auxquels le projet prête une attention spécifique. Mais selon Issa Sawadogo, «le nombre de latrines construites par les particuliers est encore beaucoup plus élevé. La sensibilisation porte ses fruits».

La problématique de l'eau est également prise en compte dans sa dimension environnementale. Dans cette région où la topographie et les pluies abondantes favorisent les inondations et les glissements de terrain, des activités de sensibilisation et de formation sont organisées pour renforcer les capacités d'analyse et de réaction en cas de catastrophes naturelles. Des solutions très concrètes sont également mises en place, comme la plantation de milliers d'arbres pour freiner l'érosion des sols et réduire les risques de glissements de terrain. On estime que les volontaires de la Croix-Rouge et les communautés en plantent 100 000 par an ! En favorisant la stabilité des sols, ces plantations permettent aussi d'améliorer la disponibilité des terres agricoles. Une partie des arbres plantés sont d'ailleurs des arbres fruitiers, participant ainsi directement à l'approvisionnement et à l'économie du village.

«Notre approche est d'apporter une réponse globale pour améliorer le quotidien des populations en matière de santé, de nutrition, de gestion des risques, d'économie...», explique Issa. La création de jardins potagers est par exemple encouragée, tout comme l'élevage de petit bétail. En matière de santé, les activités vont des actions de prévention des maladies aux formations aux premiers secours, en passant par la sensibilisation à la planification familiale, notamment. Le respect de l'environnement est également une priorité. Un autre aspect essentiel de cette approche est que les populations sont actrices du changement et peuvent ainsi se l'approprier de manière durable. La mobilisation de la communauté encourage aussi l'échange et la solidarité. «Les membres de la communauté se rassemblent autour des mêmes objectifs. Cela favorise la cohésion sociale dans un pays encore marqué par les divisions et contribue à créer les conditions d'une paix durable».



7

GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE



LES ENJEUX DE L'ACCÈS DE TOUS ET TOUTES À L'ÉNERGIE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

ORGANISATION

Louvain Coopération

PAYS

République Démocratique du Congo

PLUS D'INFOS

louvaincooperation.org

Avec le septième objectif de développement durable, l'ensemble des états nations se sont fixés comme but de «garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable» d'ici 2030 au plus tard. Même s'il reste des défis importants à relever, cet objectif semble être en bonne voie de réalisation. Dans son **dernier rapport sur l'état d'avancement des ODD**, les Nations-Unies affirment que de nets progrès ont été réalisés dans ce sens depuis 2015. En effet en 2017 seule une personne sur dix n'avait toujours pas d'accès à l'électricité. Grâce aux prix de certaines technologies d'énergie renouvelable qui ont fortement baissé et un taux mondial d'efficacité énergétique qui a plus que doublé, beaucoup de régions et de communautés ont eu accès ces dernières années à l'électricité à des prix plus abordables.

« LOUVAIN COOPÉRATION PROMeut LES ÉNERGIES RENEUVELABLES VIA DES TECHNOLOGIES HORS-RÉSEAU QUI ASSURENT UN APPROVISIONNEMENT CONTINU ET NON DÉPENDANT. »

L'ACCÈS À L'ÉNERGIE, UN ENJEU DE JUSTICE SOCIALE

Ce rapport témoigne d'une réelle avancée dans l'accès à l'énergie pour tous, cependant il révèle également des inégalités criantes. S'il n'y a plus « que » 870 millions de personnes sans accès à l'électricité, 90% d'entre elles habitent en milieu rural, bien souvent non connecté à un réseau électrique, et 40% vivent en Afrique subsaharienne. De plus, trois milliards de personnes utilisent encore des matériaux polluants pour cuisiner et se chauffer. Le manque de technologie et de combustibles non polluants nuit gravement à la santé et, dans une certaine mesure, dégrade l'environnement. La production d'électricité implique donc des défis et des enjeux importants à prendre en compte dans un monde dont le climat se dérègle et dont la faune et la flore subissent une sixième extinction de masse. C'est pourquoi l'un des sous-objectifs de l'ODD 7 est de développer au maximum la production d'énergie renouvelable.

L'accès à l'énergie et en particulier à l'électricité est ainsi un enjeu de justice sociale et un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. Une énergie abordable, fiable et propre peut transformer radicalement la vie des individus et considérablement améliorer le fonctionnement de leurs communautés. Les mini-centrales de production photovoltaïques en cogénération permettent de substituer des centrales à charbon pour le chauffage de quartier et contribuent à une meilleure qualité de l'air et à la diminution de morts prématurées. Les lampes solaires peuvent éclairer les maisons et les salles de classe des villages mal desservis, permettant aux écoliers d'étudier après la tombée de la nuit, tout en rechargeant les téléphones

portables. D'autres technologies innovantes hors réseau peuvent alimenter les petites entreprises et les équipements agricoles, ce qui stimule la productivité économique et réduit la pauvreté.

UNE ÉLECTRICITÉ FIABLE ET DURABLE POUR L'HÔPITAL DE KATANA

Louvain Coopération intègre depuis quelques années déjà les dimensions énergétique et environnementale à ses différents projets de coopération et de solidarité. Pour cette organisation, il est essentiel de combiner développement et environnement car la dépendance énergétique peut s'avérer très compliquée dans la mise en place de certains projets, ainsi que certaines technologies et pratiques ayant un impact environnemental non négligeable. En République Démocratique du Congo par exemple, Louvain Coopération tente de pallier les divers problèmes d'approvisionnement énergétiques et les coupures d'électricité dans le domaine de la santé qui peuvent s'avérer désastreuses. Pour contourner ce problème, Louvain Coopération alimente certains de ses hôpitaux partenaires en énergie verte hors-réseau et intègre des mesures de protection environnementale à ses projets annexes via son Outil d'Intégration Environnemental-OIE.

Dans la zone de santé de Katana, au Sud-Kivu, le partenaire de Louvain Coopération « Programme Katana » gère l'hôpital général. Respectivement en 1955 et en 1995 deux turbines hydroélectriques qui produisent de l'électricité grâce à l'utilisation de l'eau du fleuve



**« LES PROJETS DE LOUVAIN
COOPÉRATION INTÈGRENT
SYSTÉMATIQUEMENT LA DIMENSION
ENVIRONNEMENTALE. »**

avoisinant y ont été installées pour approvisionner l'hôpital de Katana en courant. Depuis, la totalité de l'électricité de l'hôpital est fournie par cette centrale hydroélectrique et sert ainsi de poumon autonome au fonctionnement de l'hôpital de Katana. Louvain Coopération participe à l'entretien de l'installation afin de préserver ce précieux système de production d'énergie renouvelable. Dans ses projets, Louvain Coopération promeut ainsi les énergies renouvelables via des technologies hors-réseau qui assurent un approvisionnement continu et non dépendant. « Dans les hôpitaux, les divers postes spécifiques tels que la blanchisserie, la stérilisation, la radiologie, les laboratoires internes ou encore les blocs opératoires nécessitent un approvisionnement important et continu en énergie. Cette dernière est donc un élément essentiel dans le fonctionnement d'un hôpital et le moindre manque peut avoir de lourdes conséquences qui vont jusque à la perte de vies humaines » explique Karlien Jolie, directrice nationale de Louvain Coopération en RDC.

En plus de l'accès à une source d'énergie propre, Louvain Coopération assure une durabilité et autonomie du projet en rationalisant l'utilisation de l'électricité. « L'efficacité et la sobriété énergétique sont également deux autres piliers fondamentaux de la production d'énergie durable. Afin de réduire la consommation énergétique dans les hôpitaux au Sud-Kivu, nous avons financé l'achat et promu l'usage d'ampoules électriques économiques. De même, nous finançons l'installation et la maintenance de panneaux photovoltaïques au sein de l'hôpital

géré par notre partenaire FSKI à Walungu » ajoute Karlien Jolie. Les projets de Louvain Coopération ne s'arrêtent pas à l'accès de tous à une énergie renouvelable et durable, ils intègrent systématiquement la dimension environnementale. Depuis 2011, Louvain Coopération a créé une méthodologie efficace et simple d'utilisation, appelée Outil d'Intégration Environnemental-OIE. Concrètement, il s'agit de questionnaires, qui rassemblent des observations directes de la qualité de l'environnement de la zone du projet, et des réflexions des différents acteurs présents sur le terrain. Ces observations et études portent sur la qualité du sol, de l'eau, de l'air, de la biodiversité, des déchets, de l'énergie, etc. Cela permet donc d'évaluer à la fois l'état de l'écosystème avant, pendant et après le projet, de mettre en place des mesures systémiques et de mesurer les influences mutuelles du projet et de l'environnement.

Cette approche intégrée et systémique appliquée à tout projet grâce à l'utilisation de l'OIE permet de décupler les bénéfices sociaux et écologiques tout en minimisant les externalités négatives sur l'environnement. Une autre conséquence positive de cette approche est la prise de conscience par les équipes de Louvain Coopération, leurs partenaires et leurs bénéficiaires, de l'importance de l'environnement et de sa sauvegarde.



© Ali Selvi



© Vétérinaires Sans Frontières



© Vétérinaires Sans Frontières

8

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS



UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS AU SEIN D'UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET DURABLE

ORGANISATIONS

Solsoc,
Vétérinaires Sans Frontières

PAYS

Colombie, Grands Lacs, Sahel

PLUS D'INFOS

solsoc.be,
veterinairessansfrontieres.be

La question du travail décent représente la base de l'action de **Solsoc** que ce soit au Sud comme au Nord. Les projets s'appuient sur les 4 piliers du travail décent définis par l'Organisation internationale du travail : l'accès à l'emploi, l'accès à la protection sociale, les droits des travailleurs-euses et le dialogue social. «Chez Solsoc, même avant les ODD, nous travaillions déjà beaucoup sur les questions de protection sociale et d'accès à l'emploi, notamment avec l'approche de l'économie sociale et solidaire, comme alternative à la création de revenus, dans un modèle plus inclusif que le modèle libéral capitaliste», précise Aurore Schreiber, chargée de mobilisation.

« LE DOCUMENTAIRE ET L'EXPOSITION PERMETTENT DE DÉCOUVRIR DES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET SOLIDAIRES. »

La contribution de Solsoc à l'ODD 8 se fait par la mise en place de stratégies conjointes avec des syndicats, comme au Burkina Faso, au Burundi, en Bolivie, en Palestine et en Colombie. «Le travail sur la protection sociale, surtout en Afrique, est aussi un des grands axes de notre action», ajoute Aurore. «Nous travaillons aussi beaucoup sur l'accès à la santé et le système de couverture de santé universelle, avec à la fois un renforcement des mutuelles de santé et un plaidoyer politique pour une protection sociale».

TIERRA DE LUCHA, SE MOBILISER POUR LE TRAVAIL DÉCENT EN COLOMBIE

Le travail de Solsoc au Nord est toujours étroitement lié aux actions du Sud : «ce que l'on fait en plaidoyer et en mobilisation est toujours le relai de revendications qui viennent du Sud». C'est de cette façon qu'ont été utilisés le documentaire et l'exposition *Tierra de lucha*, faisant le lien entre les problématiques locales en Colombie, le plaidoyer politique, les mandataires politiques et le public. Les deux outils, le documentaire et l'exposition photo, s'inscrivent plus largement dans une campagne sur le travail décent en Colombie. Ils racontent l'histoire de 4 travailleurs-euses : une travailleuse domestique à Medellín, un coupeur de canne à sucre dans la région de Cali, un agriculteur dans la région de Cauca et un jeune syndicaliste à Bogota. «On a fait des projections et débats ici en Belgique avec des publics syndicalistes et associatifs, et des mandataires ont aussi pu le voir, des relais actifs dans les commissions au niveau fédéral et régional. (...) Le lancement du film a eu

lieu en même temps que la venue de certains de nos partenaires de Colombie qui ont rencontré des mandataires politiques ici».

Cette campagne a permis de développer des stratégies de mobilisation et de plaidoyer politique portées par Solsoc, FOS et IFSI dans leur programme commun au Nord. Le documentaire et l'exposition permettent de découvrir des alternatives économiques, sociales et solidaires émanant directement des travailleurs et travailleuses, respectueuses de leurs droits et de l'environnement.

<https://www.solsoc.be/tierra-de-lucha>

Voir le film en ligne

<https://youtu.be/5lyh22evUdM>

SOUTENIR LES PRODUITS LAITIERS LOCAUX, LA PROMESSE D'UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET DURABLE

Promouvoir une croissance économique partagée et durable et un travail décent pour toutes et tous se décline aussi par le soutien aux systèmes économiques locaux : en Afrique, l'appui à l'agriculture vivrière et à l'élevage familial représente un enjeu essentiel. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, l'agriculture pastorale représente 70% de la production totale de lait de la région. «Notre zone d'action s'étend au Sahel et dans la région des Grands Lacs : Mauritanie, Bénin, Niger, Mali, Burkina Faso, Rwanda, RDC, Burundi et Ouganda», nous explique Aude Delcoigne de Vétérinaires Sans Frontières. «Nous



« DÉVELOPPER UNE FILIÈRE LAIT PERMET AUX ÉLEVEURS DE VIVRE PLUS DIGNEMENT ET DE BOOSTER L'ENTREPRENARIAT. »

interventions dans des pays aux contextes similaires, avec une majorité d'éleveurs ou éleveuses vulnérables aux sécheresses et/ou aux conflits.» Le but : «renforcer durablement les capacités des éleveurs et éleveuses tout en permettant une rémunération correcte de tous les acteurs et en insistant sur l'*empowerment* des femmes.»

Avec un appui à l'élevage en Afrique subsaharienne, **Vétérinaires Sans Frontières** concrétise la poursuite de l'ODD8 en se basant sur le crédo «des animaux sains, des hommes en bonne santé» : dans des pays où des millions de personnes vivent de leur cheptel, élever des animaux en bonne santé est essentiel pour mettre les familles à l'abri de la faim et de la pauvreté. Vétérinaires Sans Frontières soutient la santé animale et l'élevage familial avec des formations, du matériel et des médicaments. Des services vétérinaires privés de proximité sont installés, un système d'information mobile pour les éleveurs-euses transhumant-e-s mis en œuvre dans la région du Sahel. «Notre travail se fait dans le respect de l'approche *One Health*, en tenant compte des liens évidents entre la santé animale, la santé humaine, et l'environnement.» , complète Aude.

Au Sahel, les éleveurs locaux n'arrivent presque plus à vendre leur lait frais. La plupart des produits laitiers sont aujourd'hui composés de lait en poudre bon marché venu d'Europe. Que ce soit au Mali, au Niger ou au Burkina Faso, les centres de collectes de lait de Vétérinaires Sans Frontières offrent une alternative au libéralisme à outrance en collectant le lait directement chez les éleveurs et éleveuses, qui reçoivent

une juste rémunération. Ils peuvent aussi échanger leur lait contre du fourrage de qualité, ce qui améliore la santé des animaux et la production de lait. Les centres de collecte proposent également des formations aux femmes. Elles apprennent à améliorer la qualité du lait et à le transformer en yaourt, fromage ou beurre. «Cela permet de créer des emplois décents localement. Les formations des femmes au niveau des laiteries favorisent aussi la croissance économique : développer une filière lait permet aux éleveurs-euses de vivre plus dignement et de booster l'entrepreneuriat.»

«L'élevage est vu comme levier de développement, rentable et source de revenus réguliers. Grâce aux centres de collecte et aux formations mais aussi aux marchés à bétail que nous mettons en place, nous aidons les éleveurs à diversifier leurs revenus.» , conclut Aude. Vétérinaires Sans Frontières offre un appui à chaque maillon de la filière lait, du producteur jusqu'au consommateur. La population peut ainsi consommer des produits laitiers locaux de qualité, et n'est plus obligée d'acheter du lait en poudre importé. Pour les éleveurs-euses du Sahel et leur famille, les centres de collecte ouvrent la voie d'une meilleure vie, avec un travail décent et la promesse d'une économie locale plus solidaire et durable.

<https://veterinaressansfrontieres.be/tag/lait/>
Campagne «N'exportons pas nos problèmes» sur la surproduction et l'exportation de lait européen :
<https://www.nexportonspasnosproblemes.org>



© Ingénieurs Sans Frontières Belgique



9

**BÂTIR
UNE INFRASTRUCTURE
RÉSILIENTE,
PROMOUVOIR
UNE INDUSTRIALISATION
DURABLE QUI PROFITE
À TOUS ET ENCOURAGER
L'INNOVATION**



UNE GESTION DES DÉCHETS RÉSILIENTE À MADAGASCAR

ORGANISATION

Ingénieurs Sans Frontières Belgique

PAYS

Madagascar

PLUS D'INFOS

isfbelgique.org

Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays du Sud, en renforçant l'appui financier, technologique et technique, est l'un des objectifs de l'ODD 9 consacré à l'industrie, l'innovation et l'infrastructure. Pour être durable, une infrastructure doit être capable de fonctionner de manière autonome, de minimiser son impact sur l'environnement et de créer des emplois décents.

**« À FIANARANTSOA, PRÈS DE 90%
DES DÉCHETS SONT CONSTITUÉS DE MATIÈRES
ORGANIQUES BIODÉGRADABLES.
LA VENTE DE CE COMPOST À L'EXCELLENT RAPPORT
QUALITÉ/PRIX PERMET DE FINANCER
LES ACTIVITÉS DÉCHETS DU CENTRE. »**

Ces trois principes – économique, environnemental et social – sont centraux dans les actions d'**Ingénieurs Sans Frontières Belgique**. L'organisation s'est depuis longtemps spécialisée dans l'appui à l'installation d'infrastructures électriques, hydrauliques, et de gestion des déchets, en mettant en place des solutions innovantes, pérennes et adaptées à la réalité du terrain.

C'est cette expertise qui a poussé une société malgache à caractère social, **Le Relais Madagascar**, à faire appel à ISF pour appuyer la mise en place d'un système de gestion efficace des déchets ménagers dans la commune de Fianarantsoa, chef-lieu de la province du même nom à Madagascar. Comme beaucoup d'autres villes dans la région, Fianarantsoa a connu une explosion démographique, une croissance des activités urbaines et une extension territoriale galopante. En conséquence, elle connaît d'importants problèmes d'évacuation de ses déchets. La production de déchets ménagers dans cette ville d'environ 200 000 habitant·e·s était estimée en 2012 à entre 65 et 137 tonnes de déchets par jour.

Pour faire face à cette situation et installer un réseau de collecte, de tri et de valorisation performant, la première étape du projet mené par ISF et Le Relais a été de construire la structure administrative autour du service public. « Nos actions sont basées sur un partenariat entre le public et le privé », explique Claude Jussiant, Administrateur d'Ingénieurs Sans Frontières. « Pour ce faire, le rôle de la commune était stratégique et son implication primordiale malgré les difficultés que connaissaient la ville et le pays en terme de gouvernance », reconnaît-il. Un plan stratégique a été signé entre les parties, prévoyant la création d'un département de la gestion des déchets et l'allocation d'un budget communal. « Nous avons

pu aussi compter sur un partenaire très professionnel et convaincu par le projet », précise Claude. « Le Relais est notamment spécialisé dans le tri, la réparation et la revente de vêtements de seconde main mais il développe d'autres activités dont le but est toujours de pouvoir fournir des emplois décents au plus grand nombre de personnes, notamment un atelier de couture, un soutien aux riziculteurs locaux et même la construction d'une voiture adaptée à la réalité du terrain malgache ! ».

La deuxième étape était d'organiser le système de collecte des déchets. Une cinquantaine de bacs de collecte ont été installés, qui permettent de collecter en moyenne 550 tonnes de déchets par mois. Pour ce faire, ce sont quatre équipes composées chacune d'un camion avec chauffeur et de 4 agents de collecte qui se déploient dans l'ensemble de la ville chaque jour. Une activité qui occupe environ une vingtaine de personnes, tandis qu'une vingtaine d'autres emplois ont été créés pour le service de pré-collecte. Étant donné l'urbanisation galopante et le mauvais état des routes, de nombreux quartiers sont en effet inaccessibles aux camions ou trop éloignés des bacs. Un service de pré-collecte a donc été organisé dans lequel des agents – *mpanadio* en malgache – collectent les déchets des ménages de ces quartiers à l'aide de brouettes aménagées pour les amener vers les bacs. Cette activité reste peu rémunératrice, mais permet aux *mpanadios*, issus des couches les moins favorisées de la population, de vivre. Les *mpanadios* assurent aussi le maintien du bon état autour des bacs ce qui leur vaut une reconnaissance par la communauté.

Un premier tri est fait au niveau des bacs, puis les déchets collectés sont amenés au centre de tri et valorisation des déchets (CTVD), qui occupe une trentaine d'employé·e·s. Le terrain a été aménagé en



**« UNE INFRASTRUCTURE DE GESTION
DES DÉCHETS PERFORMANTE, AUTONOME ET
FINANCIÈREMENT VIABLE, EN PHASE
AVEC LES BESOINS DE LA POPULATION ET
LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. »**

dehors de la ville. La principale activité du CTVD est la production de compost issu des déchets organiques : « à Fianarantsoa, près de 90% des déchets sont constitués de matières organiques biodégradables. La vente de ce compost à l'excellent rapport qualité/prix permet de financer les activités déchets du centre », explique Claude. La production et la vente de plants agricoles, cultivés grâce au compost, permettent de compléter ces rentrées financières. Le CTVD comprend aussi un centre d'enfouissement pour les déchets ultimes non valorisables. Il a été aménagé selon des normes environnementales très sévères pour l'Afrique inspirées de la législation applicable en Europe. À ce jour les lixiviats produits sont trop faibles pour donner lieu à un projet de traitement naturel.

La prévalence des déchets organiques et l'interdiction d'utiliser des sacs et sachets plastiques votée en 2014 ont rendu inutile et non rentable la mise en place d'une filière de recyclage industrielle pour le plastique et le métal. « Ces matières sont recyclées dans un circuit artisanal. Il n'y avait pas assez de plastique pour mettre en œuvre de solutions spécifiques, comme l'utilisation d'un "mixeur" ». Le « mixeur » dont parle ISF est une machine qui produit des pavés à partir de sachets plastiques, développée conjointement par ISF et des partenaires en Afrique, au Burkina Faso notamment. « Cette machine a trois grandes caractéristiques : premièrement, elle permet la production de pavés de qualité constante ; deuxièmement, elle protège les ouvriers-ères des vapeurs toxiques et leur permet de travailler dans de bonnes conditions d'hygiène ; enfin, elle est aisément reproductible grâce à un manuel technique mis librement à disposition ». Le système a ainsi déjà été utilisé au Burkina Faso, au Bénin et en RDC.

Enfin, le projet n'aurait pas pu fonctionner sans l'adhésion des habitant-e-s : il est essentiel que la population soit conscientisée à la problématique des déchets et de ses impacts sur la santé, l'environnement, ... « Nous avons mené une grande campagne de sensibilisation à travers la radio, la vidéo, une présence dans les écoles, des spectacles de rue, et même une chanson interprétée par un artiste malgache reconnu ! » raconte Claude Jussiant. ISF a travaillé avec des partenaires locaux pour toucher le grand public, comme la radio locale ou un groupe de théâtre, Tsidika, spécialisé dans la sensibilisation humoristique. Des activités ciblaient aussi particulièrement les femmes. Enfin, un volet éducation environnementale a permis de réaliser un manuel expliquant les bases et les raisons de la gestion des déchets. Il a été distribué dans les écoles avec du matériel d'assainissement.

Mais c'est aussi grâce à l'efficacité de la collecte, sa quasi gratuité et l'augmentation visible de la salubrité, que le système jouit d'une grande appropriation par la population et par l'autorité publique. La simplicité des solutions techniques mises en place, la création d'un grand nombre d'emplois (plus de 120 en tout), le taux remarquable de valorisation des déchets (plus de 90%) et les rentrées financières qui en découlent, ont permis de créer une infrastructure de gestion des déchets performante, autonome et financièrement viable à Fianarantsoa, en phase avec les besoins de la population et les objectifs du développement durable.



© Sam Taring - Oxfam



© Oxfam



© Petterik Wiggers - Oxfam



© Maritza Lavin - Oxfam



© Oxfam

10

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS ET D'UN PAYS À L'AUTRE



RÉDUIRE LES INÉGALITÉS, POUR QUE TOUTES ET TOUS COMPTENT

ORGANISATION

Oxfam-Solidarité

PAYS

Belgique

PLUS D'INFOS

oxfamsol.be

En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2153, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes. C'est sur ce constat choc que s'ouvre le dernier rapport sur les inégalités d'Oxfam International, paru en janvier 2020 à l'occasion du Forum économique mondial de Davos. La publication de ce rapport annuel pendant cette grand-messe de la mondialisation veut provoquer le débat, capter l'attention du public, et renforcer le plaidoyer en faveur de la réduction des inégalités mondiales.

« EN 2019, LES MILLIARDAIRES DU MONDE ENTIER, AU NOMBRE DE SEULEMENT 2153, SE PARTAGEAIENT PLUS DE RICHESSES QUE 4,6 MILLIARDS DE PERSONNES. »

Malgré les progrès effectués dans certains domaines, IUNDP rappelle que les inégalités de revenus se creusent : 10% des personnes les plus riches perçoivent près de 40% du total des revenus mondiaux, tandis que les 10% plus pauvres ne gagnent qu'entre 2 à 7% du total des revenus mondiaux. La Banque mondiale estime quant à elle que près de la moitié de la population mondiale vivrait avec moins de 5,50 dollars par jour.

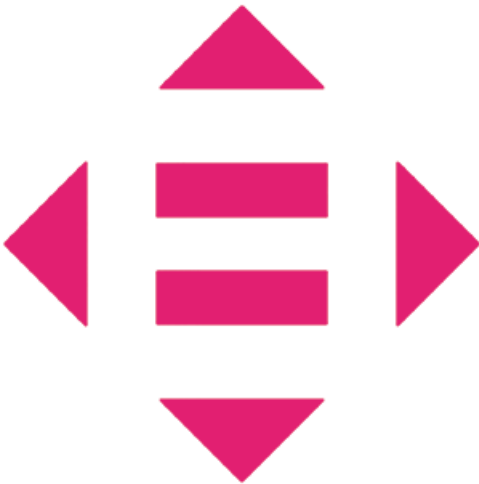
La lutte pour réduire ces inégalités croissantes a été inscrite au sein de l'Agenda 2030 comme le 10^e Objectif de développement durable, qui rappelle que la croissance économique ne suffit pas pour réduire la pauvreté si elle ne bénéficie pas à tout le monde, et ne concerne pas les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale. L'ODD 10 vise à favoriser l'intégration économique de toutes et tous, indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leur sexe, par exemple.

Le sexisme de notre modèle économique est justement au centre du rapport sur les inégalités 2020 d'Oxfam, intitulé « **Celles qui comptent** » et consacré au travail de soin non ou peu rémunéré effectué par les femmes et les filles dans le monde. Selon les calculs d'Oxfam, les femmes assument chaque jour l'équivalent de

12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré. La valeur de ce travail pour l'économie serait d'au moins 10 800 milliards de dollars. « Il existait peu de données relatives à la problématique du travail de soin non-rémunéré des femmes. Ce rapport était donc à la fois un défi et une opportunité de mettre en lumière cette thématique très peu visible », explique Aurore Guieu, responsable de l'équipe Justice fiscale et Inégalités chez **Oxfam-Solidarité**.

Le choix de ce thème et l'écriture du rapport implique les bureaux pays, régions et les affiliés d'Oxfam, notamment par le biais de groupes de travail réunissant des représentant·e·s de la vingtaine d'organisations composant la confédération, dont Oxfam-en-Belgique (qui réunit Oxfam Solidarité, Oxfam Wereldwinkels/Oxfam Fairtrade, et Oxfam Magasins du Monde). Les membres du réseau valident ensuite le rapport final.

« La publication du rapport est accompagnée de *calls to action*, de pétitions, ou d'outils spécifiques comme, dans ce cas-ci, pour calculer la valeur du travail de soin non-rémunéré », continue Aurore. « Selon le thème, nous l'utilisons aussi dans nos campagnes ou activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire ». Le plaidoyer politique au niveau national et mondial met en avant les solutions proposées dans le rapport



« LA PUBLICATION DU RAPPORT EST ACCOMPAGNÉE DE CALLS TO ACTION, DE PÉTITIONS, OU D'OUTILS SPÉCIFIQUES COMME, DANS CE CAS-CI, POUR CALCULER LA VALEUR DU TRAVAIL DE SOIN NON-RÉMUNÉRÉ. »

en matière de fiscalité, d'offres de services publics de qualité ou d'accès à la protection sociale. «À ce niveau, les ODD sont importants car ils constituent un langage commun pour notre plaidoyer envers les instances internationales, ainsi que des objectifs qui peuvent être partagés par ces instances, la société civile et le secteur privé».

La participation au Forum de Davos offre également une exposition médiatique importante au rapport et aux problématiques et solutions qu'il développe, mais aussi un accès à de hauts responsables politiques. En 2020, le rapport et le thème du travail de soin non rémunéré des femmes ont ainsi attiré l'attention de Sophie Wilmès, alors première ministre, qui a rencontré à Davos le représentant d'Oxfam, Amitabh Behar. «Sophie Wilmès s'est investie personnellement sur le sujet, ce qui montre la portée que peut avoir ce rapport. Même si la crise du COVID nous a empêché par la suite de nous rencontrer de nouveau autour de ce thème », explique Aurore.

La pandémie de COVID-19, tout comme le changement climatique, fait justement peser de lourdes menaces sur les inégalités. Selon l'ONU, la pandémie exacerbe les inégalités déjà existantes et frappe plus durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables.

Elle met en lumière les inégalités économiques, et la fragilité autant que l'importance des filets de sécurité sociale et des systèmes de soins de santé. Dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la santé, de l'économie, de la sécurité ou encore de la protection sociale, les femmes et les filles sont parmi les premières victimes de cette crise qui menace les progrès engrangés en matière d'égalité de genre. L'impact du COVID était d'ailleurs le sujet du rapport d'Oxfam sur les inégalités en 2021.

<https://www.oxfamsol.be/fr/les-femmes-et-les-filles-travaillent-125-milliards-dheures-par-jour-gratuitement>



© Bistra Ivanova



© Recyclerie sociale

11

FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES



DONNER UNE SECONDE VIE AUX OBJETS POUR UNE VILLE PLUS DURABLE

ORGANISATION

Groupe One

PAYS

Belgique

PLUS D'INFOS

recycleriesociale.be

Aujourd'hui, la moitié de la population vit dans des villes et ces dernières n'occupent que 3% de l'espace continental dans le monde. Cette tendance continue de s'accroître et les experts de l'ONU prévoient que cinq milliards d'êtres humains vivront en milieu urbain d'ici 2030. Ce phénomène n'est pas sans impact sur l'environnement et le climat car 70% des émissions de gaz à effet de serre proviennent des villes et l'artificialisation des sols contribue fortement au déclin de la biodiversité. À ces conséquences négatives s'ajoute des défis sociaux considérables dus à l'étalement urbain trop souvent négligé et dont les conditions de vie sont déplorables.

« IL EST IMPÉRATIF D'AMÉLIORER SIGNIFICATIVEMENT LES CONDITIONS DE VIES DES CITADIN·E·S ET DE RÉDUIRE DRASTIQUEMENT LEUR EMPREINTE ÉCOLOGIQUE. »

Il est donc impératif d'améliorer significativement les conditions de vies des citoyen·e·s et de réduire drastiquement leur empreinte écologique. C'est ce que préconisent et ambitionnent l'ensemble des états nations à travers le onzième Objectif de développement durable (ODD11) : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Une ville durable est une ville qui respecte les principes du développement durable à travers un urbanisme écologique et une gouvernance participative et sociale. En effet pour réduire son empreinte écologique, il est indispensable de réduire les inégalités au sein de sa population et d'engager les citoyen·ne·s pour mieux répondre et adapter la ville à ses besoins et réalités. Il est ainsi essentiel de prendre en compte simultanément les enjeux sociaux, économiques, environnementaux, énergétiques et culturels de l'urbanisme.

Les réponses à apporter sont multiples, que ce soit une politique de réduction de l'usage automobile afin d'améliorer la qualité de l'air, des aides publiques à la rénovation afin d'augmenter l'isolation des bâtiments pour baisser la consommation d'énergie, ou encore des projets alliant divers acteurs publics, parapublics et privés afin de combattre le chômage et de redonner une activité décente à des personnes souffrant d'exclusion.

C'est ce à quoi **Groupe One**, une ASBL située à Bruxelles, contribue à travers ses différents projets sociaux et durables, tel que sa **Recyclerie Sociale**. Créée en 2018 à l'initiative de la commune de Saint-Gilles et de Groupe One, avec le soutien financier de la région de Bruxelles, la Recyclerie Sociale est agréée économie sociale et mandatée entreprise d'insertion.

Elle a comme activités de collecter, trier et réparer tout objet d'ameublement ou de décoration dont le citoyen souhaite se débarrasser. Les objets sont remis à neuf par du personnel spécifiquement formé dans le cadre d'un projet de réinsertion sociale et professionnelle. Ils sont ensuite vendus dans le magasin de la Recyclerie Sociale, ouvert du mardi au samedi.

Caroline Joris, chargée de projet chez Groupe One, explique que « l'idée de la Recyclerie Sociale est née d'un constat de terrain : 100% des encombrants collectés sur le territoire Saint-Gillois par le Service Propreté sont broyés par un camion compacteur. Or, 10 à 15% de cette quantité pourraient être revalorisés, c'est-à-dire nettoyés et réparés pour être réinjectés dans le circuit économique local et connaître une seconde vie. »

Pour ce type de projet avec un volet important de réinsertion sociale, il est nécessaire que les pouvoirs publics apportent un soutien financier et logistique.



« LA RECYCLERIE SOCIALE EST UN EXEMPLE PARFAIT DE L'ODD 11 CAR ELLE A POUR OBJECTIF DE RENDRE PLUS DURABLE UN TERRITOIRE PUBLIC EN CRÉANT UN PROJET ÉCONOMIQUE AVEC DES VALEURS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES FORTES. »

La Recyclerie Sociale bénéficie d'une subvention régionale sur trois ans, la commune a mis à sa disposition gratuitement un local de 1 500 m² qui sera rénové énergétiquement et a fait le don d'un véhicule pour permettre la collecte. Un accord a également été passé avec la commune pour autoriser cette collecte régulière et intégrer l'association dans les activités de ses différents services communaux (emploi et formation, cohésion sociale, propreté, développement durable, etc.).

«La Recyclerie Sociale de Saint-Gilles est un exemple parfait de l'ODD 11 car elle a pour objectif de rendre plus durable un territoire public en créant un projet économique avec des valeurs sociales et environnementales fortes», ajoute Caroline Joris.

Plus de 85% du personnel sont des personnes sous contrat art.60 et des chômeurs-euses de longue durée qui bénéficient d'aides à l'emploi et à la formation. Dans la Recyclerie ces personnes peuvent suivre une formation pratique au métier de valoriste qu'elles pourront utiliser pour obtenir un emploi dans d'autres entreprises privées. Elles ont également l'opportunité d'être formées aux tâches administratives et de communication.

Le directeur opérationnel, Frédéric Houtteman, accompagne également ces personnes pour qu'elles

s'épanouissent et soient soutenues dans leur réinsertion sociale. «L'accompagnement se fait au cas par cas», explique Caroline Joris. «Certain-e-s ont besoin parfois de formations spécifiques. Nous organisons également des activités pour améliorer leur compréhension culturelle à la diversité, des mises au vert pour mieux comprendre l'autre et son rôle au sein de l'équipe, etc.».

La Recyclerie Sociale vise aussi le changement de comportement du consommateur. En valorisant et réparant les objets pour leur donner une seconde vie, le consommateur prend conscience de l'utilité et de l'attrait que peuvent avoir ces objets. La politique de prix appliquée se veut sociale. Les objets ayant plus de valeur sont par exemple vendus seulement sur Instagram afin d'assurer une cohérence de prix accessibles dans le magasin et de ne pas rebuter un public plus modeste. Enfin l'équipe de la Recyclerie Sociale organise des événements pour expliquer la démarche et sensibiliser les citoyen-ne-s aux enjeux de durabilité.

Aujourd'hui Groupe One cherche à reproduire ce type d'activité écologique, sociale et inclusive dans des villes d'autres pays souffrant d'une urbanisation galopante et où la pauvreté est très présente.



12

ÉTABLIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES



RÉDUIRE ET GÉRER LES DÉCHETS POUR FAVORISER UNE CONSOMMATION DURABLE AU BURKINA FASO

ORGANISATION

Autre Terre

PAYS

Burkina Faso

PLUS D'INFOS

autreterre.org

La poursuite de cet Objectif de développement durable repose sur un constat alarmant : la consommation et la production mondiales, moteurs de l'économie, reposent sur une utilisation de l'environnement et des ressources naturelles d'une manière qui continue à avoir des effets néfastes sur la planète. Encourager des actions qui permettent d'établir des modes de consommation et de production durables vise à mieux utiliser les ressources locales d'une part, et d'autre part gérer les effets des dégradations sur l'environnement. Ou mieux : les prévenir en gérant les déchets.

« LE PROJET SENSIBILISE LES POPULATIONS AUX BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'HYGIÈNE ET D'ASSAINISSEMENT. »

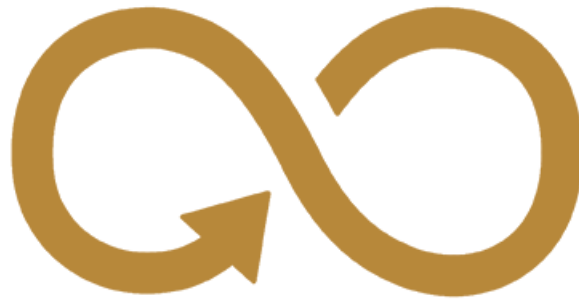
C'est dans cet objectif que s'inscrit l'action d'**Autre Terre** et de l'association Centre écologique Albert Schweitzer du Burkina Faso (**CEAS-Burkina**) en déclinant un projet qui focalise sur l'ODD 12.4 : « d'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement » ; et 12.5 : « D'ici à 2030, il s'agit de réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation ».

Au Burkina Faso, Autre Terre et l'association CEAS-Burkina accompagnent 7 communes (Kaya, Yako, Ouagadougou, Saaba, Kombissiri, Pô, Gourcy) afin qu'elles développent des services de gestion des déchets de qualité et sensibilisent les populations aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement. Nous avons tendu notre micro à Séraphin Koutaba, responsable du Département eau, promotion de l'hygiène et de l'assainissement de l'association CEAS-Burkina : « le projet a démarré depuis 2011 sous sa forme classique de projet d'appui à la maîtrise d'ouvrage communal, au départ avec 3 communes burkinabé de tailles moyennes (pas plus de 30 000 habitants). » L'enjeu étant d'accompagner

des communes qui ne disposent pas de moyens pour répondre correctement aux besoins de la population. « Quand nous avons fait l'état des lieux de la gestion des déchets », nous confie M. Koutaba, « il n'y avait rien qui puisse structurer une gestion de la filière. Donc les premières actions ont consisté à accompagner les communes, à réaliser leur plan stratégique de gestion des déchets solides (PSGDS). Ces plans stratégiques ont défini et planifié l'ensemble des infrastructures et des équipements nécessaires, les besoins en renforcement des capacités, que ce soit en matériel, en formation, à l'endroit des agents techniques municipaux mais également au niveau des Conseils municipaux. »

Le projet a pris de l'ampleur en 2017 avec l'arrivée d'Autre Terre dans le pôle des partenaires techniques et financiers. « L'action a été étendue à 7 communes qui ont été accompagnées dans la mise en œuvre de leur plan stratégique », explique M. Koutouba.

Une autre dimension importante de ce projet réside dans la sensibilisation et l'éducation de la population. Pour accompagner la mise en œuvre des PSGDS, les communes ont été accompagnées à élaborer les Plans d'Information, Éducation et Communication (Plan IEC) sur la base du diagnostic des pratiques et



**« CETTE EXPÉRIENCE A PERMIS
À AUTRE TERRE ET SES PARTENAIRES
D'AVOIR UN IMPACT IMPORTANT
SUR LA SALUBRITÉ DE 7 VILLES BURKINABÉ. »**

comportements à améliorer. La mise en œuvre des actions du Plan IEC vise à « faire prendre conscience à la population qu'un changement des comportements en faveur d'une meilleure gestion des déchets va contribuer bien évidemment à un meilleur environnement, avec notamment la réduction des gaz à effet de serre. Ce volet sensibilisation du projet est donc essentiel ».

Cette expérience a permis à Autre Terre et ses partenaires d'avoir un impact important sur la salubrité de 7 villes burkinabé. L'accompagnement a permis de renforcer les autorités communales afin qu'elles définissent des plans communaux de gestion des déchets et deviennent maîtres d'œuvre de la gestion des déchets sur leur territoire ; les organismes de collecte afin qu'ils prestent un service de qualité auprès de la population et développent des filières de tri et de valorisation des déchets ; la population organisée en comités locaux chargés de sensibiliser leurs pairs et de veiller à la salubrité de leur cadre de vie ; et les infrastructures existantes en construisant des centres de tri de valorisation, l'aménagement de décharges finales contrôlée pour l'enfouissement des rebuts de tri des déchets et en opérationnalisant leur gestion.

Ce projet est une belle illustration de la poursuite de l'ODD12 : il permet d'instaurer une gestion rationnelle des déchets dans 7 communes au Burkina Faso. Il sensibilise et mobilise la population afin qu'elle réduise sa production de déchets et gère plus durablement ceux existants. Il crée des filières de valorisation innovantes et favorise le recyclage et la réutilisation. C'est ainsi que 8.800 familles au Burkina Faso, soit près de 63.000 personnes sont abonnées à un système de gestion des déchets. Chaque ville dispose ou est en voie de construire un centre de tri et de gestion des déchets et mène désormais une politique concertée d'assainissement tant avec la population qu'avec les organismes de collecte locaux.

<https://www.autreterre.org/projet/gestion-des-dechets-dans-7-communes-burkinabe>



© Arnaud Ghys



© Viva Salud

13

PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS



LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE CUBA À LA BELGIQUE

ORGANISATIONS

Coalition Climat, Viva Salud

PAYS

Belgique, Cuba

PLUS D'INFOS

klimaatcoalitie.be, vivasalud.be

Malgré l'accord universel et historique de Paris conclu en 2015 et qui lie tous les pays du globe autour d'objectifs climatiques, les émissions mondiales de gaz à effet de serre et la crise climatique s'accroissent. En effet, d'une part les émissions humaines croissent et ont déjà provoqué une augmentation de la température mondiale de 1,1 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Ce qui pourrait entraîner une hausse de la température de 1,5 °C dès 2030 (OMM, 2020 ; GIEC, 2018), un seuil de température à ne pas dépasser pour limiter les impacts négatifs et surtout pour que certains pays restent habitables. D'autre part les effets du changement climatique se font déjà ressentir partout dans le monde, et en particulier dans les pays les plus pauvres et les régions vulnérables, principalement situées autour de l'équateur.

L'Objectif de développement durable 13, adopté également en 2015, décrit les actions à mener pour lutter contre le changement climatique, se reposant sur les trois piliers de l'accord de Paris : l'atténuation, l'adaptation et la protection liée aux pertes et dommages. Dans son rapport spécial sur le réchauffement climatique de 1,5 °C, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a souligné que même si l'augmentation de la température mondiale ne dépasse pas 1,5 °C, des mesures d'adaptation de grande envergure seront nécessaires. Pour de nombreuses régions, 1,5 °C de réchauffement climatique repoussera les limites de la capacité et de la faculté d'adaptation de nombreux systèmes humains et naturels.

« POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE ET LA CONSCIENTISATION DE LA POPULATION SONT PRIMORDIALES. »

DE CUBA...

C'est le cas de Cuba, qui fait face depuis quelques années à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des ouragans et des pluies, provoquant des inondations et de nombreux dégâts, à l'augmentation des épisodes de sécheresse, à la montée du niveau de la mer qui salinise les nappes phréatiques et les champs côtiers, et qui submergera environ 6% de la surface du pays d'ici la fin du siècle. Ces effets ont également un impact important sur la santé publique et représentent d'importants enjeux urbanistiques et alimentaires. Les autorités l'ont bien compris, c'est pourquoi Cuba mène une politique climatique forte avec un plan d'action ambitieux pour les 100 prochaines années, appelé la *Tarea Vida* (Tâche vie).

Depuis quelques années, en collaboration avec **Cubanismo.be**, **Viva Salud** soutient le travail du **Centro Felix Varela**, une organisation cubaine ayant plus de 15 ans d'expérience dans les actions environnementales, la formation à l'écologie et la participation communautaire. Le Centro Félix Varela participe activement à la mise en œuvre du plan climatique national. Son rôle consiste à développer des moyens d'actions qui permettent d'augmenter la perception des risques environnementaux des habitant·e·s cubain·e·s et leur niveau de connaissance générale sur le changement climatique. Mais également à renforcer le degré de participation de la population pour la lutte contre ce dérèglement et à favoriser une culture qui encourage l'économie de l'utilisation d'eau.

«Pour faire face au changement climatique, l'éducation environnementale et la conscientisation de la population sont primordiales», énonce Marilyse Broers, collaboratrice de Viva Salud. C'est pour cela que le Centro Felix Varela développe des actions d'éducation en utilisant, notamment, la méthode du *Mapa Verde*. «À travers cette méthode unique, les communautés cartographient elles-mêmes leurs ressources environnementales locales. Armés d'un plan et de symboles en papier découpés, les habitants et habitantes partent

à la reconnaissance de leur environnement immédiat. À chaque site ayant une valeur écologique, sociale ou culturelle correspond un symbole. Les gens apprennent ainsi à mieux connaître leur milieu de vie, à détecter les problèmes et à en chercher les solutions avec les autorités locales », explique Marilyse Broers. Des cartes de risques écologiques ont ainsi été créées, qui ont permis de sensibiliser et d'informer les communautés et les autorités locales sur la vulnérabilité des territoires. La méthode a d'ailleurs connu un tel succès qu'elle a même été utilisée dans le contexte du coronavirus, pour identifier les endroits à risque en matière de contamination et pour informer la population.

En plus de ses activités d'éducation, le Centro Felix Varela forme des coaches climat, organise des activités pour promouvoir la participation communautaire, la conscientisation autour du recyclage, d'un usage rationnel de l'eau, de l'agroécologie, etc. Enfin les membres et volontaires du centre plantent des espèces résistantes à des conditions climatiques difficiles, nettoient des plages, cours d'eau et zones côtières, et planifient des reboisements, surtout de mangroves pour diminuer les effets des vagues lors de tempêtes et renforcer la biodiversité.

Pour soutenir le travail du Centro Félix Varela, Viva Salud et Cubanismo.be vendent chaque année des œufs en chocolat lors de la campagne de Pâques. Dans le cadre de cette campagne, des actions de sensibilisation et des formations sont également organisées en Belgique. La campagne permet ainsi d'informer et de sensibiliser sur la nécessité d'une politique climatique à court, moyen et long terme (comme le plan climatique à 100 ans de Cuba), ou encore de faire connaître des initiatives innovantes de lutte contre les effets du changement climatique, comme la méthodologie participative *Mapa Verde* qui implique et mobilise toute la population dans la politique climatique.



« IL EST IMPÉRATIF QUE LES OBJECTIFS DE DÉCARBONATION AUGMENTENT LE PLUS VITE POSSIBLE, ET IL FAUT AIDER FINANCIÈREMENT LES PAYS PAUVRES ET VULNÉRABLES QUI SONT LES PREMIERS AFFECTÉS. »

« Mais nous savons tous que le changement climatique ne connaît pas de frontières. C'est pourquoi à travers notre campagne de Pâques, le projet s'attache également à conscientiser les gens ici en Belgique. La façon dont Cuba agit est très instructive pour les mouvements sociaux, les décideurs et décideuses. Le plan pour le climat est un exemple de collaboration entre les mouvements et les autorités pour la mise en œuvre d'initiatives afin que l'île reste habitable pour toutes et tous », explique Marilyse Broers. L'approche cubaine du changement climatique peut donc être une grande source d'inspiration pour nos politiques et nos mouvements pour le climat.

www.vivasalud.be/fr/en-action/participez-a-nos-campagnes/campagne-de-paques-pour-cuba/

... À LA BELGIQUE

La **Coalition Climat**, fondée en 2008 par une série d'organisations dont **Oxfam** et les deux coupoles, le **CNCD 11.11.11** et son équivalent néerlandophone **11.11.11**, a toujours eu pour objectif de combattre l'injustice humaine que représente le changement climatique pour tous les êtres vivants sur terre, en particulier les plus pauvres et vulnérables. Elle réunit d'autres OSC de développement et environnementales, les syndicats et des mouvements citoyens et de jeunesse.

La coalition a réussi à faire converger différents intérêts et visions du monde autour de ce danger existentiel. Depuis elle mène des campagnes de plus en plus efficaces, alliant plaidoyer et mobilisation. « Au fur et à mesure la coalition a évolué. Il fallait transformer les mobilisations en changement politique, c'est pourquoi il fallait un espace de plaidoyer », explique Nicolas Van Nuffel, porte-parole de la Coalition Climat.

« L'objectif de la participation des OSC à la coalition a toujours été double », poursuit Nicolas Van Nuffel.

« À la fois il est impératif que les objectifs de décarbonation augmentent le plus vite possible, et il faut aider financièrement les pays pauvres et vulnérables qui n'ont pas contribué à ce problème mais qui sont les premiers affectés. » La mobilisation a culminé à un niveau historique lors des marches géantes de décembre 2018.

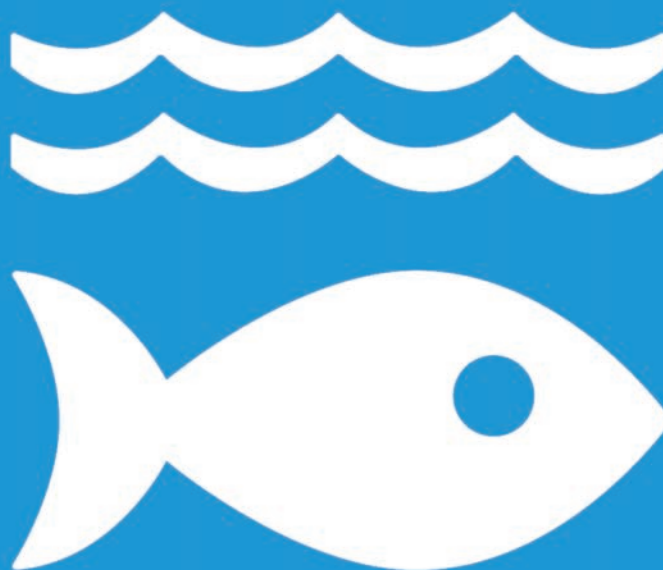
Depuis, la pandémie a ralenti les mobilisations mais comme le prouvent les 60h de mobilisation réalisées pour l'anniversaire de ces marches en décembre dernier, la coalition reste déterminée à pousser la Belgique à faire mieux. Avec le nouveau gouvernement fédéral, les objectifs de décarbonation ont été relevés à 55% d'ici 2030, en ligne avec les objectifs européens, mais insuffisants pour permettre un réchauffement global limité à 1,5 °C. De même que pour l'aide financière apportée par la Belgique, actuellement en-dessous de 100 millions d'euros par an, celle-ci est encore loin de la part équitable estimée à 500 millions.

Cette année, la conférence internationale sur le climat (COP26) devrait utiliser pour la première fois le mécanisme de l'accord de Paris, qui encourage les pays à revoir à la hausse leur engagements. La Coalition Climat entend mettre la pression au maximum pour que ces objectifs soient améliorés tant sur le volume d'émissions que sur la manière de le faire. « Il est évident que nous n'avons plus le temps de compenser les émissions par tel ou tel mécanisme qui ne ferait que postposer la nécessaire décarbonation de nos sociétés », précise Nicolas Van Nuffel. « Il est aussi impératif que les états industrialisés et responsables de ce changement, doivent réellement aider les autres pays à faire face aux impacts présents et futurs. Nous continuerons à faire pression et à marcher dans la rue dès que les conditions sanitaires nous le permettront. »



14

CONSERVER ET EXPLOITER DE MANIÈRE DURABLE LES OCÉANS, LES MERS ET LES RESSOURCES MARINES AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



UNE RENCONTRE DES SAVOIRS POUR PRÉSERVER LES MANGROVES

ORGANISATION

Uni4Coop

PAYS

Afrique de l'Ouest, Madagascar

PLUS D'INFOS

mangroves.network

Nous vivons sur une « planète bleue ». Les océans couvrent plus de 70% de la surface de la terre et sont à la base des phénomènes qui rendent notre planète habitable pour l'humanité : eau de pluie, climat, une grande partie de nos aliments et même l'oxygène de l'air que nous respirons, tous sont fournis et régulés par les océans. Ils ont aussi une importance capitale dans l'économie mondiale, pour des secteurs comme la pêche, le tourisme ou le transport de marchandises.

« LES ZONES DE MANGROVES ONT AUSSI UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, NOTAMMENT EN STOCKANT 2 À 4 FOIS PLUS DE CO² QUE LES FORÊTS TROPICALES. »

La gestion prudente de cette ressource vitale mondiale est un élément clé pour un avenir durable. C'est pourquoi l'Agenda 2030 des Nations Unies lui consacre l'ODD 14 : « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. »

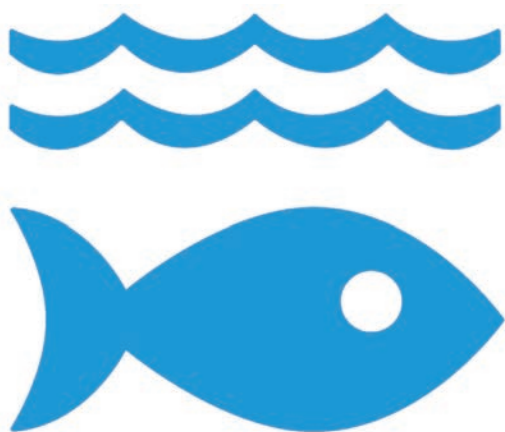
Car malgré leur importance, les océans font face à des menaces sans précédent résultant de l'activité humaine. Chaque année, on estime que 8 millions de déchets plastiques polluent les océans ; environ 80% des eaux usées y sont déversées sans traitement ; la pêche industrielle menace les populations de poissons ; et les changements climatiques ont des conséquences désastreuses sur les écosystèmes marins et côtiers (<https://www.unenvironnement.org>).

Parmi ces écosystèmes côtiers, les mangroves sont particulièrement en danger. L'existence de ces forêts littorales repose en effet sur un équilibre naturel fragile. En même temps, elles sont capitales pour la biodiversité et le maintien des ressources halieutiques, dont dépendent des milliers de familles de pêcheurs. Les mangroves constituent en effet de véritables nurseries de poissons, les alevins trouvant refuge dans les racines des palétuviers. « Les zones de mangroves ont aussi une importance particulière dans la lutte contre le changement climatique, notamment en stockant 2 à 4 fois plus de CO² que les forêts tropicales », souligne Pierre Collière, référent agroécologie et gestion des ressources naturelles chez Eclasio.

Porté par Eclasio, Louvain Coopération, ULB-Coopération et la Fucid, réunis au sein de **Uni4Coop**, le consortium des OSC universitaires belges francophones, le projet « Expertise universitaire – mangroves » vise à capitaliser et diffuser des connaissances et expériences pratiques sur la gestion durable des ressources naturelles, pour favoriser la préservation des zones de mangroves. « Cette expertise est co-construite à travers la rencontre et le dialogue entre différents savoirs : académiques, société civile et population locale », explique Pierre. Une dimension multi-acteurs et multidisciplinaire qui était la clé de voûte de l'approche d'Uni4Coop.

Pour ce projet, Uni4Coop collabore étroitement avec trois collectifs partenaires : le collectif « 5 deltas » en Mauritanie, Gambie, Guinée Bissau et au Sénégal ; le collectif « golfe du Bénin » au Togo, Bénin, Ghana, Nigéria et en Côte d'Ivoire ; et le réseau MIHARI à Madagascar. L'une des premières étapes du projet a d'ailleurs consisté en l'organisation de voyages d'étude à Madagascar, au Togo et au Bénin. « Ces voyages ont permis aux acteurs de terrain, membres des trois collectifs, de montrer leur réalité et de découvrir celle des autres, tout en partageant des expériences de gestion durable des mangroves ».

« On voit que partout, les enjeux et les menaces sont similaires : dynamique d'urbanisation des côtes, pour des raisons économiques mais aussi liées au changement climatique ; déforestation ; exploitation sablière qui perturbe les marées ; activités minières et pétro-



« LE PROJET VISE À FAIRE DIALOGUER DES SAVOIRS ET ÉCHANGER DES BONNES PRATIQUES POUR ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES HABITANT·E·S À GÉRER COLLECTIVEMENT LEURS RESSOURCES NATURELLES. »

lières qui polluent les eaux ; assèchement des fleuves qui provoque une salinisation plus forte des deltas ; ou activités de pêche qui menacent les populations de poissons», détaille Pierre Collière. Du Sénégal à Madagascar, les enjeux économiques et autres projets industriels rentrent en conflit avec la préservation de ces espaces naturels et les besoins des populations locales (alimentation, revenus, médicaments, culture...), qui se voient considérablement impactés par le rétrécissement des zones de mangroves.

Face à ces enjeux multiples, des savoirs et solutions multiples existent pour protéger, valoriser et restaurer les mangroves. Les actions menées dans le cadre du projet d'Uni4Coop visent précisément à faire dialoguer ces savoirs et échanger des bonnes pratiques pour accroître la capacité des habitant·e·s à gérer collectivement leurs ressources naturelles. «Souvent, l'expertise et les outils existent déjà, mais sont dans les mains d'universitaires ou d'acteurs d'une région spécifique. Il s'agissait donc que ces différents acteurs se rencontrent, et que les outils soient capitalisés et diffusés à travers un réseau plus large». Le site internet «Les deltas du monde» (<http://mangroves.network>) a ainsi été créé et propose notamment une série de fiches-outils accessibles à toutes et tous.

L'organisation d'un colloque multi-acteurs à Lomé (Togo), en février 2019, a réuni une centaine d'académiques, acteurs de terrain, institutionnels, étudiant·e·s, et communautés locales, venus du Bénin, du Ghana, du Sénégal, de Madagascar, d'Europe et du Togo.

«La présence du ministre de l'environnement du Togo, de personnalités politiques locales et d'un représentant de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC), qui finance le projet, a aussi contribué à faire entendre notre message auprès des pouvoirs décisionnaires».

Surtout, le colloque favorisait des moments de rencontre entre académiques et acteurs de terrain qui ont pu identifier des besoins, des synergies et des pistes d'actions communes pour une gestion durable des mangroves. «Parfois, ces pistes apparaissent de manière quelque peu inattendue», raconte Pierre. Comme dans la forêt d'Akissa au Togo, une mangrove proche de la capitale Lomé. «Considérée comme sacrée, la forêt était gérée par des communautés locales selon des règles liées au vaudou. Certaines zones étaient interdites d'accès, d'autres accessibles seulement à certaines périodes de l'année. Or ces règles, ancrées dans la tradition, sont liées à des règles de gestion, car elles donnent le temps à la forêt de se régénérer». Cette approche anthropologique a permis d'aborder la question de la gestion de ces espaces auprès des populations locales, et a inspiré des approches similaires dans d'autres régions. «Cet exemple montre bien la richesse et la pertinence de notre approche multidisciplinaire et l'importance d'impliquer les acteurs locaux», conclut Pierre Collière.



15

**PRÉSERVER ET RESTAURER
LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES,
EN VEILLANT À LES EXPLOITER
DE FAÇON DURABLE,
GÉRER DURABLEMENT LES
FORÊTS, LUTTER CONTRE
LA DÉSERTIFICATION,
ENRAYER ET INVERSER LE
PROCESSUS DE DÉGRADATION
DES SOLS ET METTRE FIN
À L'APPAUVRISSMENT
DE LA BIODIVERSITÉ**



PRÉSERVER, RESTAURER ET FAVORISER LA RÉSILIENCE DES ÉCOSYSTÈMES

ORGANISATIONS

ULB-Coopération, Uni4Coop,
VIA Don Bosco, WWF

PAYS

Sénégal, Belgique

PLUS D'INFOS

ulb-cooperation.org

Aujourd'hui l'humanité fait face à deux grandes menaces pour son existence : le changement climatique et la sixième extinction de masse. Les activités humaines sont les principales raisons de ces changements, de par le rejet de gaz à effet de serre pour le climat, l'urbanisation et la démographie croissante, les diverses pollutions et l'utilisation intensive de

ressources naturelles. Ainsi, depuis plusieurs années les écosystèmes naturels diminuent et s'appauvrissent ce qui engendre de nombreux problèmes socio-économiques pour chacun et chacune de nous.

Au Sénégal, le changement climatique est une menace réelle dont les impacts négatifs se font ressentir au quotidien. La pluviométrie a baissé d'environ 300 mm en 30 ans, et les pluies sont de plus en plus intenses et de courte durée, entraînant des dommages pour les cultures et une mauvaise irrigation naturelle. La montée du niveau de la mer érode les côtes, endommage les marais marins que sont les mangroves et salinise les nappes phréatiques et les deltas. La température moyenne annuelle a augmenté de 1,7°C en 30 ans et la désertification avance, réduisant ainsi les terres arables et les zones de pâturages.

« L'ACCROISSEMENT DE LA RÉSILIENCE DES ÉCOSYSTÈMES A DÉJÀ PERMIS DE PROTÉGER LES CONDITIONS DE VIE ET D'HABITAT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE, RENFORÇANT AINSI LA BIODIVERSITÉ. »

À ces défis climatiques et environnementaux, s'ajoutent les problèmes de corruption, de braconnage et d'exploitation intensive des ressources naturelles. Les écosystèmes et les forêts sont devenus particulièrement vulnérables et n'ont plus les conditions nécessaires pour se régénérer naturellement chaque année. Les populations locales sont souvent trop pauvres pour utiliser des énergies transformées et doivent utiliser le bois qu'elles trouvent autour de leurs habitations pour cuisiner. Ces divers facteurs expliquent le phénomène de déforestation, accentuant de fait la dégradation des sols et la raréfaction des ressources alimentaires.

Ces phénomènes sont particulièrement visibles dans la Réserve de Biosphère du delta du Sine-Saloum à l'ouest du Sénégal, proche de la frontière avec la Gambie. Sine et Saloum étant d'anciennes vallées inondées par la mer, les courants marins pénètrent dans le delta, salinisant considérablement les eaux. Dans ces conditions de salinité, seuls les arbres de mangroves (palétuviers notamment) sont adaptés pour vivre aux abords immédiats du delta. Dans cette zone, 80% des ménages utilisent le bois et le charbon comme principale source d'énergie. La pauvreté et la corruption alimentent la surexploitation des ressources, entraînant une plus grande déforestation, malgré que cette zone soit protégée. Les causes de cette déforestation ainsi que ses solutions sont donc systémiques.

LUTTER CONTRE LA DÉFORESTATION ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU SÉNÉGAL

Avec le soutien financier de l'Agence Wallonne pour l'Air et le Climat (AWAC), depuis plusieurs années, un partenariat lie **ULB-Coopération** et l'ONG sénégalaise **Nébeday** pour lutter contre la déforestation et promouvoir une gestion durable des forêts humides (mangroves) et sèches de cette région. « Dans ce contexte de pauvreté, de sécheresse et de déboisement, notre objectif est de contribuer à l'atténuation et à l'adaptation

aux changements climatiques par la lutte contre la déforestation. Il s'agit de reboiser en exploitant de manière rationnelle, optimale et durable la biomasse des forêts au bénéfice des populations limitrophes » explique Thierry De Coster, chargé de ce projet pour ULB-Coopération. Ce projet de reforestation s'inscrit également dans le cadre des initiatives d'échange de savoirs d'Uni4Coop pour préserver les zones de mangroves.

Afin de restaurer et de renforcer la résilience de cet écosystème, le projet vise à reboiser durablement des forêts continentales et des mangroves, à diminuer la pression anthropique sur les ressources ligneuses, et à consolider les capacités techniques et institutionnelles en matière d'environnement en impliquant les populations et autorités publiques locales. « Dans un premier temps, des inventaires de l'ensemble des ressources forestières ont été réalisés, suivi de Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) afin de déterminer les quantités de produits forestiers ligneux et non-ligneux à exploiter sans surexploiter », décrit Thierry De Coster. « La forêt est ainsi partitionnée en zones d'exploitation. Ces zones sont exploitées en alternance, permettant ainsi de laisser au repos une partie de la forêt, le temps d'une régénérescence, afin d'éviter de mettre en danger la viabilité et la pérennité de l'ensemble. »

Dans le but de prévenir une utilisation non-durable de bois de chauffe, ces deux organisations ont mis en place un système de production et de vente de charbon de paille comme alternative au charbon de bois à un prix abordable. Elles développent des fours à haut rendement diminuant ainsi le besoin en matériaux combustibles. Un projet de foyers professionnels est également en développement pour permettre la fumaison des poissons afin d'accroître leur conservation en diminuant les quantités de bois et en même temps les quantités de gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère.



« AU SÉNÉGAL, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST UNE MENACE RÉELLE DONT LES IMPACTS NÉGATIFS SE FONT RESSENTIR AU QUOTIDIEN. »

Ces divers projets ne pourraient pas aboutir et avoir de quelconques effets positifs sur les écosystèmes locaux sans l'adhésion des populations locales. « Pour cela, nous mettons en place des comités villageois et inter-villageois, favorisant ainsi l'appropriation des nouveaux modes de gestion d'exploitation forestière. Nebeday forme les éco-gardes dans les différents aspects de leur travail : gestion, planification participative, législation spécifique, techniques de coupe, collecte des données, équipements, etc. », rapporte Thierry De Coster. Les partenaires mettent aussi en place des actions de reboisement, organisent un système de surveillance et de lutte contre les feux de brousse, et se chargent de poser des panneaux signalétiques et de baliser les blocs et les parcelles.

Ce programme de reboisement et de restauration d'écosystème communautaire permet non seulement de lutter contre le changement climatique mais aussi de s'y adapter, de prévenir les risques et dommages liés aux conditions climatiques plus extrêmes et instables. L'implication des communautés et des autorités locales a eu comme bénéfice direct de préserver certaines sources de revenus tout en diminuant le besoin en ressources naturelles. De ce fait, l'accroissement de la résilience des écosystèmes a déjà permis de protéger les conditions de vie et d'habitat de la faune et de la flore, renforçant ainsi la biodiversité, tout en couvrant les besoins des habitant·e·s.

<https://www.ulb-cooperation.org/fr/projets/protection-et-exploitation-durable-de-forets/>

LA RÉSILIENCE DES ÉCOSYSTÈMES, UNE PRIORITÉ DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE BELGE

Au Sénégal, en Belgique et partout ailleurs la protection et la restauration des écosystèmes comme moyen de préserver des conditions de vie optimales et comme moyen de lutter contre le changement climatique en

stockant le CO² excédentaire dans l'atmosphère convainc de plus en plus. C'est devenu une priorité du gouvernement belge dans sa politique de coopération internationale au développement qui souhaite accroître ces projets dans sa prochaine période de programmation débutant en 2022.

Pour cela, quatre organisations belges, BOS+, CE-BioS, Join For Water et **WWF Belgique**, rejoints par **Via Don Bosco** et **Uni4Coop** ont rédigé un Cadre stratégique commun (CSC) qui couvrira leurs futurs programmes pour la période 2022-2026. L'axe principal est la résilience des systèmes socio-écologiques et l'utilisation durable des services écosystémiques qui contribueront à améliorer le bien-être des communautés locales.

« Les humains font partie intégrante des écosystèmes naturels, c'est pourquoi ces derniers doivent être conçus comme un seul système socio-écologique. Il est vital de maintenir l'intégrité de la biosphère à des niveaux acceptables afin de préserver le système terrestre dans un espace opérationnel sûr pour l'humanité » explique Nima Raghunathan du WWF Belgique. Elle ajoute que « face aux défis climatiques et environnementaux actuels et à venir, il est primordial à la fois de réduire au maximum nos impacts sur les écosystèmes et de les rendre les plus résilients possibles pour qu'ils puissent s'adapter et résister à ces nouvelles conditions, et pour qu'ils continuent de fournir leurs services vitaux entre autres à nous, humains ».

Ce CSC permettra ainsi à plusieurs OSC de collaborer plus activement ensemble et avec d'autres acteurs du développement et les populations locales pour mieux sensibiliser, pour changer les pratiques et politiques existantes, pour mener davantage de recherche et de développement de solutions. Cela afin d'accroître la complémentarité de leurs actions et le renforcement mutuel de leurs capacités. C'est un changement de paradigme indispensable à poursuivre pour rendre le développement réellement durable.



16

**PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT
DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES
ET INCLUSIVES AUX FINS DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE,
ASSURER L'ACCÈS DE TOUS
À LA JUSTICE ET METTRE EN
PLACE, À TOUS LES NIVEAUX,
DES INSTITUTIONS
EFFICACES, RESPONSABLES
ET OUVERTES À TOUS**



RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE POUR PROMOUVOIR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE AU BURUNDI

ORGANISATION

Commission Justice et Paix

PAYS

Burundi

PLUS D'INFOS

justicepaix.be

Alors que certaines régions profitent durablement de la paix, de la sécurité et de la prospérité, d'autres sont entraînées dans un cycle de conflits et de violence qui semble sans fin. Des niveaux élevés d'insécurité qui ont un effet destructeur sur le développement d'un pays, en entravant la croissance économique et en engendrant souvent des souffrances durables au sein de la population, qui peuvent persister pendant des générations.

« LA PREMIÈRE ÉTAPE EST DE TRAVAILLER SUR LA MÉMOIRE, COMPRENDRE L'HISTOIRE TELLE QU'ELLE A ÉTÉ VÉCUE PAR LES DIFFÉRENTS ACTEURS DES CONFLITS, AFIN D'ÉTABLIR UN ESPACE DE DIALOGUE. »

L'ODD 16 vise à réduire largement toutes les formes de violence, et à œuvrer aux côtés des gouvernements et des communautés afin de trouver des solutions durables aux conflits et à l'insécurité. La paix, la stabilité, les droits humains et une gouvernance efficace fondée sur l'état de droit sont en effet des vecteurs essentiels pour le développement durable.

Au Burundi, un pays durement touché par l'instabilité politique, l'insécurité et les violences communautaires résultant de décennies de conflits dans la région des Grands Lacs, l'organisation belge **Commission Justice et Paix** s'appuie sur ces trois piliers de la paix, de la justice et de la gouvernance pour renforcer la cohésion sociale au sein et entre les communautés. Elle travaille pour cela en étroite collaboration avec la **Commission Episcopale Justice et Paix** (CEJP) burundaise. « Notre relation est en effet très étroite ! », raconte Alejandra Mejia Cardona, responsable prévention des conflits et Afrique centrale au sein de la Commission Justice et Paix. « Nos partenaires mettent en œuvre le projet sur le terrain, avec leur grande expérience et leur connaissance des spécificités de chaque communauté. De notre côté, nous apportons un soutien dans le suivi du projet, dans le renforcement de leurs capacités et dans la communication avec d'autres partenaires nationaux ou régionaux. Nous contribuons aussi à faire connaître le projet en Belgique, en organisant des rencontres entre nos partenaires et des élus belges ou européens, par exemple ».

Pour contribuer à la prévention des conflits et donc à l'instauration d'une paix durable, « la première étape est de travailler sur la mémoire, comprendre l'histoire

telle qu'elle a été vécue par les différents acteurs des conflits, afin d'établir un espace de dialogue », explique Alejandra. « Tout est fondé sur le dialogue comme alternative à la violence pour résoudre les problèmes ».

Des réunions communautaires, commémorations, ou groupes de parole sont ainsi mis en place pour offrir un espace aux victimes, témoins et acteurs belligérants pour raconter leur histoire et affronter leurs traumatismes. Des rencontres sont par exemple organisées dans les églises locales à la mémoire des personnes disparues. « Lors de ces rencontres, tout le monde peut s'exprimer et offrir son témoignage sur les personnes disparues. La parole est libérée et les témoignages peuvent apporter des informations nouvelles et même révéler le sort de certain·e·s disparu·e·s ».

Ce travail de cohésion sociale et de lutte contre les préjugés n'oublie pas ceux et celles qui sont l'avenir du pays. Au sein de clubs scolaires, animés soit par un·e enseignant·e de l'école, soit par une personne spécialement formée à ce dessein, les jeunes sont sensibilisés aux principes d'une cohésion sociale respectueuse, tolérante, pacifique et solidaire. L'objectif ? Former une nouvelle génération attachée au vivre ensemble et au respect de l'autre, au-delà de toute identité ethnique, religieuse ou affiliation politique. Environ 2000 élèves ont déjà été touchés par le projet. Pour Alejandra, « l'impact des clubs scolaires se manifeste, par exemple, au travers des changements de comportements des jeunes. Ils se montrent plus empathiques à l'égard de leurs semblables, ils sont plus conscients de leur rôle au sein des écoles et de leurs communautés. Ils sont plus responsables et développent une approche collective dans toutes les activités ».



**« IL EST ESSENTIEL DE RENFORCER
LA CONFIANCE DANS LE SYSTÈME
JUDICIAIRE, MAIS AUSSI DE FAVORISER
L'ACCÈS À LA JUSTICE DES PERSONNES
LES PLUS VULNÉRABLES. »**

La CEJP est traditionnellement très active dans la promotion de la culture du droit et de l'accès à la justice. Comme le dialogue, la justice représente en effet une alternative à la violence pour la résolution des conflits. « C'est pourquoi il est essentiel de renforcer la confiance dans le système judiciaire, mais aussi de favoriser l'accès à la justice des personnes les plus vulnérables ». La CEJP met ainsi à disposition des communautés des médiateurs qui permettent de désamorcer des conflits naissants, ainsi que des para-juristes qui vont favoriser la connaissance par les citoyens de leurs droits civiques.

Au-delà de la justice, c'est toute la confiance dans le système démocratique qui a besoin d'être restaurée. C'est le troisième pilier de la démarche de la Commission Justice et Paix : favoriser la gouvernance participative et l'implication citoyenne dans la gestion des affaires publiques, notamment à travers la création de Comités locaux de gouvernance participative (CLGP). Ces comités ont un double rôle. « D'un côté, ils jouent un rôle de médiateurs entre les communautés et l'administration locale, mais ils sont totalement indépendants par rapport à cette dernière », souligne Alejandra. « De l'autre, ils font un travail de sensibilisation auprès de la population sur des sujets comme la tolérance, la lutte contre les préjugés ethniques, la solution pacifique des conflits, la citoyenneté... ». Le travail des CLGP cherche à éliminer les biais communautaires et à encourager le vote basé sur un programme, et non sur l'attachement communautaire. « Le but est que les personnes se reconnaissent en tant que citoyen-ne-s et pas seulement en tant que membres d'une communauté ».

Les membres des CLGP sont choisis en fonction de leur profil : ils doivent être dignes de représenter l'ensemble de leur communauté, et faire preuve d'honnêteté, de solidarité et d'écoute. Les CLGP respectent également une stricte parité homme-femme. « Les femmes sont souvent exclues des processus décisionnels au sein de leur communauté, alors que malheureusement, elles sont souvent les premières personnes à payer les frais des conflits armés, de l'impunité et de l'absence des droits les plus élémentaires ». Leur participation aux CLGP permet de les renforcer en tant que citoyennes à part entière.

Les résultats positifs engrangés par ce projet – initié il y a 3 ans seulement – permettent à la Commission Justice & Paix d'envisager d'étendre sa stratégie de prévention des conflits au niveau de toute la région des Grands Lacs. Une stratégie, déployée de manière conjointe avec des partenaires locaux (CEJP-Burundi, CDJP-RDC et la CEJP-Rwanda), qui devrait permettre à ces partenaires de se renforcer mutuellement, selon leurs compétences spécifiques et leurs expériences. Pour Alejandra, « c'est un projet ambitieux, de longue haleine, mais nous sommes convaincu-e-s que le changement est possible, car nos partenaires sont déterminés ! »



© Arnaud Ghys



© ACODEV

17

RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE REVITALISER



RENFORCER LES PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030

ORGANISATIONS

ACODEV, CNCD-11.11.11

PAYS

Belgique

PLUS D'INFOS

acodev.be, cncd.be

Ce dernier objectif sous-tend particulièrement tous les autres car il consacre la volonté de se donner les moyens financiers, technologiques et humains d'atteindre ensemble et de façon coordonnée les Objectifs du développement durable d'ici 2030.

Dans le contexte de la pandémie du COVID-19, la pertinence et l'importance de cet objectif sont particulièrement criants. En effet, la crise sanitaire que nous vivons a démontré l'interconnexion de notre monde mais aussi les risques de se replier sur soi-même. Certains états se sont par exemple accaparés les vaccins, limitant ainsi son accès à une majorité des populations du globe ce qui impactera la couverture vaccinale mondiale et donc la lutte contre un virus qui continuera à circuler.

« IL EST INDISPENSABLE QUE TOUS LES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT CONTINUENT À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX POUR QUE L'AGENDA 2030 RESTE CENTRAL DANS LES PRÉOCCUPATIONS. »

De plus, les conséquences économiques de la pandémie entraînent une forte contraction de l'économie mondiale. Il s'agit de la pire récession depuis la grande dépression de 1929. Depuis quelques années et avant même le début de cette crise, de nombreux bailleurs ne respectaient déjà plus leurs engagements et les flux de l'aide étaient en baisse, mais le risque est grand que ce mouvement ne s'aggrave encore au vu de ce contexte.

Pourtant, la solidarité internationale et une coopération renforcée sont essentielles pour se reconstruire et dépasser cette crise qui se prolonge. Il est donc indispensable que tous les partenaires du développement continuent à faire entendre leur voix pour que l'Agenda 2030 reste central dans les préoccupations. Ce 17^e ODD est au cœur des missions et des programmes des deux structures représentatives des organisations de développement durable et d'aide humanitaire francophones. **ACODEV** et le **CNCD-11.11.11** visent, chacun selon leur mandat respectif, à « améliorer la coordination du secteur de la coopération non gouvernementale, à interpeller les politiques pour que la solidarité internationale soit prise en compte et financée selon les engagements internationaux pris par la Belgique et à renforcer leurs membres pour qu'ils aient les clés pour tisser des liens et des partenariats efficaces et utiles », explique Raphaël Maldague, Directeur d'ACODEV, la fédération des OSC de développement.

En 2020, les efforts de plaidoyer des deux structures ont payé et le gouvernement fédéral qui s'est formé en septembre s'est engagé à atteindre à l'horizon 2030 les 0,7% du PIB pour le financement de la coopération et de l'aide humanitaire. « Alors que le gouvernement était encore en affaires courantes, nous avons pris l'initiative de nous tourner vers les parlementaires

pour rassembler une large majorité en faveur d'une résolution sur les 0,7% », raconte Arnaud Zacharie, Secrétaire général de la coupole des ONG francophones. Ce travail a débouché sur la promesse d'une trajectoire de croissance pour atteindre l'objectif des 0,7% dans une dizaine d'années. « L'étape suivante est de continuer à mettre la pression sur la coalition pour faire en sorte que cet engagement soit contraignant », ajoute Arnaud. « Nous voulons imposer un objectif de 0,55% du PIB pour le financement de l'aide à atteindre à la fin de la législature actuelle ».

La volonté de mobiliser des ressources supplémentaires pour le développement passe également par une sensibilisation des populations à cet enjeu, seul moyen pour faire pression sur les politiques. L'accord gouvernemental reconnaît ainsi l'importance de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) pour la réalisation des ODD. « Cette reconnaissance est une revendication de longue date d'ACODEV et faisait partie du Mémorandum que nous avons envoyé à tous les partis politiques en aval de la formation du gouvernement », se réjouit Raphaël Maldague. Pour coordonner ses organisations membres et partager leurs expériences dans le domaine, ACODEV anime aussi plusieurs groupes de travail consacrés à l'ECMS. « En tant que fédération, nous mettons également en œuvre un programme de renforcement de capacités pour permettre à nos organisations de rester innovantes et de proposer des activités de sensibilisation qui tiennent notamment compte du tournant digital et des publics variés qui composent notre société », ajoute Raphaël.

Le CNCD-11.11.11 est quant à lui à l'origine ou en soutien de nombreuses campagnes de mobilisation et de plaidoyer qui mettent l'accent directement ou indirectement sur le volet financier de l'aide. La cou-



« NOUS PROPOSONS DES ALTERNATIVES POUR ÉVITER DE TOMBER DANS UNE AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE ET UN REPLI SUR SOI QUI SERAIT NÉFASTE À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA RÉALISATION DES ODD. »

poles lutte ainsi pour l'annulation des dettes des pays du Sud et a mené en 2019 et 2020 une campagne nationale sur la justice fiscale. « Il faut savoir que l'aide publique au développement ne représente qu'une petite partie des flux financiers entre le Nord et le Sud. Des flux beaucoup plus importants que l'aide au développement sont en réalité dirigés vers le Nord ! », explique Arnaud Zacharie. On estime ainsi que les montants de l'évasion fiscale internationale sont 4 à 7 fois plus importants que l'aide apportée. De son côté, la crise de la dette est encore aggravée par la crise économique qui résulte de la pandémie. Ces deux situations représentent un frein énorme au développement en privant les états de ressources considérables et de possibilités d'investissement pour le futur. « Là aussi, le monde politique commence à nous suivre », se réjouit Arnaud. « Une résolution parlementaire sur la justice fiscale avait été adoptée durant les affaires courantes. Et sur la question de la dette, la déclaration gouvernementale va plus loin que l'initiative de suspension temporaire préconisée par le G20 ».

Pour interpeller le monde politique, le CNCD-11.11.11 travaille souvent au sein de coalitions qui rassemblent un large spectre d'organisations de la société civile, comme la Coalition climat qui était l'un des fers de lance des manifestations de 2019. « Il s'agit de plateformes multi-acteurs au sein desquelles nous élaborons des positions communes et nous les défendons auprès du gouvernement mais aussi du public à l'aide de mobilisations et de campagnes sur les réseaux sociaux, par exemple », explique Arnaud. En 2020, dès le mois de mars, la Coalition corona a ainsi été créée pour penser une gestion de la crise et de la reconstruction post-COVID qui respecterait les principes du développement durable. « Nous proposons des alternatives pour éviter de tomber dans une

austérité budgétaire et un repli sur soi qui serait néfaste à l'aide au développement et à la réalisation des ODD ».

L'Agenda 2030 est aussi au centre d'une trajectoire de réflexion menée par ACODEV avec ses membres sur l'identité et le rôle du secteur dans les dix prochaines années. « L'une des composantes de cette réflexion concerne les relations de partenariats avec les organisations de la société civile au Sud », précise Raphaël Maldaque. Depuis de nombreuses années, le secteur s'est en effet engagé sur la voie de partenariats les plus équilibrés possibles entre les organisations belges et leurs homologues au Sud. « Dans nos relations de partenariats, il est nécessaire de partir des besoins des partenaires et de ne pas imposer notre vision du développement ».

Il ressort aussi très clairement de cette trajectoire que le secteur souhaite se décloisonner et tendre la main vers d'autres afin de partager des expériences, créer des alliances et conjuguer les forces. ACODEV va donc déployer ses efforts en ce sens afin de cartographier les acteurs avec qui des potentielles relations peuvent être développées : fondations privées, entreprises à but social, universités, organisations sportives et socio-culturelles, etc. « Nous voulons créer des ponts entre nos organisations membres et d'autres partenaires », explique Raphaël. « Le potentiel de synergies et de partenariats pour la solidarité internationale est illimité, et c'est justement tout l'enjeu de l'ODD 17 ».

ACODEV asbl

(462279234)

Bld Léopold II 184 D à 1080 Bruxelles

à partir de septembre 2021 :

Quai du Commerce 9 à 1000 Bruxelles

RPM de Bruxelles

Tél. 02 219 88 55 / Fax 02 217 99 63

info@acodev.be / www.acodev.be



En collaboration avec



Avec le soutien de

